

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2096 - 3 octobre 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Le capitalisme un système en faillite



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Loi Boutin : logement moins social
 ■ Crédits relais, crédits immobiliers : des milliers de familles étranglées par les banques
 ■ Paris 13^e : expulsions sans relogement
- p. 5 ■ Budget 2009
 ■ Nouvelles coupes dans les budgets des communes populaires
 ■ Le fils Sarkozy a confiance dans la justice !
- p. 6 ■ Crise financière ! Après les États-Unis, l'Europe
 ■ Sarkozy, les bonnes banques et Dexia
- p. 7 ■ Chômage : patronat et gouvernement responsables de la hausse

L'actualité du communisme

- p. 16 ■ Sécurité sociale : déremboursements
 ■ EDF spéculateur
 ■ Augmentation du gaz

Dans le monde

- p. 8 ■ États-Unis : les Républicains font capoter le plan Bush
 ■ Faillite de Washington Mutual
 ■ Grande-Bretagne : nationalisation des dettes et subventions étatiques pour les banques
- p. 9 ■ Alitalia : les « bandits » reprennent la compagnie
 ■ Inde
- p. 10 ■ Autriche : gauche et droite ont préparé le renforcement de l'extrême droite
 ■ Tunisie : répression élargie
 ■ Inde : un barrage cède faute d'entretien
 ■ Il y a 40 ans
- p. 11 ■ Mexique : la révolte étudiante écrasée

Dans les entreprises

- p. 12 ■ Amiante
 ■ Parachutes dorés chez Sanofi-Aventis
 ■ Rhodia-Belle Étoile : travailleurs de France et d'Italie solidaires
- p. 13 ■ Automobile : non aux suppressions d'emplois !
 ■ Face au plan patronal, il faut un plan de riposte des travailleurs
 ■ Michelin-Clermont
- p. 14 ■ Chèques postaux - Orléans-La Source
 ■ La Poste - Paris 20^e
 ■ La Poste Colbert - Marseille
 ■ Sofrano-Biotherm - Monaco
- p. 15 ■ CHU Toulouse
 ■ Assistance publique-Hôpitaux de Paris
 ■ SNCF Rennes
 ■ Comment la SNCF abandonne les petites lignes

Versez à notre souscription !

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

par chèque libellé à l'ordre de :

Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Tours

Samedi 4 octobre
de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes
Saint-Pierre-des-Corps

Lille

Samedi 4 octobre
de 15 h à minuit
Espace Concorde,
quartier Cousinerie
à Villeneuve d'Ascq

Metz

Dimanche 5 octobre
à partir de 11 h 30
Centre social du
Petit-Bois à Metz-Borny

Orléans

Samedi 11 octobre
à partir de 15 h
Salle Eiffel, 15, rue de
la Tour-Neuve

Reims

Dimanche 12 octobre
à partir de 10 h

Salle Rossini, face à
l'Intermarché Wilson

Le Mans

Samedi 18 octobre
à partir de 16 h 30

Salle Pierre-Guédou

Saint-Denis

Samedi 18 octobre
à partir de 16 heures

Salle de la Légion-
d'honneur
Centre-ville
(face à la basilique)

Dijon

Dimanche 19 octobre
à partir de 12 h

Maison de Marsannay,
Marsannay-la-Côte

Mulhouse

Dimanche 19 octobre
à partir de 11 h 30

Salle Sainte-Geneviève,
place du Printemps

Bordeaux

Samedi 25 octobre
à partir de 15 h 30

Salle Louise-Michel
(Quartier Caupian,
Hastignan)
Saint-Médard-en-Jalles

Grenoble

Dimanche 9 novembre
à partir de 11 h 30

Salle des fêtes
d'Échirolles,
avenue du 8 mai 1945
(tram ligne A, arrêt
La Rampe - Centre-
ville)

Compiègne

Samedi 15 novembre
à partir de 18 h

Salle des fêtes
Margny-lès-Compiègne

Fourmies

Samedi 22 novembre
à partir de 17 h

Salle des fêtes
Sains-du-Nord

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyte))
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 29 septembre

Les empêcher de nuire



L'actualité n'a pas tardé à démentir les ministres qui nous répètent que la crise financière est américaine et qu'en Europe, les banques résisteront à la tempête financière. Fortis, une des plus grandes banques de Belgique et des Pays-Bas, ainsi qu'une grande banque britannique n'ont été sauvées de la faillite que par l'intervention massive de leurs États respectifs. Les banques françaises commencent à suivre : Dexia sauvée de justesse de la faillite avec l'argent public et peut-être demain, la Caisse d'Épargne.

Comment pourrait-on croire que la crise s'arrête aux limites des États-Unis ? Faut-il rappeler que la précédente grande crise, celle de 1929, catastrophique pour l'humanité, si elle était partie également des États-Unis, n'avait pas tardé à submerger l'Europe. Les faillites de banques, les fermetures d'usines, l'explosion du chômage, les soupes populaires, c'était aux États-Unis mais c'était aussi en Europe et parfois, comme en Allemagne, pire encore qu'en Amérique. Et on connaît la suite : pour sauver son système et pour briser la classe ouvrière, en Allemagne, la bourgeoisie avait installé Hitler au pouvoir avant d'entraîner le monde entier dans la guerre.

Personne ne sait jusqu'où ira la crise actuelle, et surtout pas les maîtres de l'économie et les dirigeants des États.

Nous n'avons pas d'illusions à nous faire sur deux choses au moins. D'abord sur le fait que la crise est grave et qu'aucun pays ne sera épargné. Ensuite que c'est aux travailleurs que la classe capitaliste, ses banquiers, ses grands patrons, ses financiers, ses spéculateurs, et leurs serviteurs politiques voudront faire payer la crise si nous les laissons faire.

Ils ont déjà commencé. Aux États-Unis, les deux candidats qui se disputent la prochaine présidence ont apporté, toutes divergences oubliées, leur soutien au plan du gouvernement Bush de déverser 700 milliards de dollars aux financiers. Ils ont tous deux accepté que toute la population paye pour les financiers spéculateurs. Et devant la chute des Bourses du monde entier après un premier vote de refus du Congrès américain, les deux candidats se relayent avec Bush pour convaincre les élus récalcitrants. Ils menacent d'une catastrophe imminente pour l'économie mondiale si ces messieurs les banquiers n'étaient pas remboursés de leurs pertes.

De leur côté, les banques centrales d'Europe tiennent

guichet ouvert pour les banques privées en mal de liquidités et les États volent au secours des plus menacées à coups de milliards. Avec quel argent ? Avec le nôtre, forcément ! C'est à nous qu'ils présenteront en tout cas la note : sous forme soit d'impôts supplémentaires, soit d'une inflation accélérée, soit en prenant l'argent sur toutes les dépenses publiques utiles à la population, Et, vraisemblablement, tout cela ensemble.

D'ores et déjà, la crise n'est pas seulement financière. Elle frappe aussi la production, entraînant des licenciements et du chômage technique. Même les statistiques officielles, faites pourtant pour dissimuler l'ampleur du chômage, viennent d'en constater la hausse brutale. Ceux qui travaillent dans le bâtiment, dans l'immobilier, dans l'automobile et chez ses sous-traitants, n'ont pas besoin de statistiques pour sentir la menace sur leur emploi. Et c'est la spirale infernale de l'économie capitaliste en crise : plus on licencie, plus le chômage augmente, moins il y a de consommateurs et plus la crise s'aggrave. Et même cela est une aubaine pour les plus gros requins du capitalisme qui ont là une occasion de racheter, pour une bouchée de pain, leurs concurrents éclopés.

Devant la gravité de la crise, le Premier ministre Fillon en appelle à « l'unité nationale ». Quand l'économie va bien, la classe capitaliste encaisse seule les bénéfices. Quand cela va mal, elle voudrait que ceux qu'elle exploite lui viennent en aide ! Leur « unité nationale », c'est de faire payer les victimes pour venir au secours des coupables !

Les travailleurs n'ont aucune solidarité à avoir vis-à-vis de ces groupes industriels et financiers qui les exploitent et qui conduisent l'économie à la catastrophe. La question décisive pour l'avenir est, au contraire, comment défendre notre emploi et notre pouvoir d'achat contre la rapacité du patronat.

Sarkozy, ce « porteur d'eau » des riches, a expliqué docilement la semaine dernière que, s'il y a de mauvais capitalistes, le capitalisme, lui, est bon. Le capitaine du Titanic n'aurait pas osé chanter les qualités du bateau au moment où il s'enfonçait dans les flots !

Une organisation économique qui, pour enrichir une petite minorité, ruine l'existence de la majorité, est appelée à disparaître. Œuvrer à cela a fait partie des meilleures traditions du mouvement ouvrier. Il les retrouvera et c'est la seule chose de bien qui puisse sortir de la faillite patente du capitalisme.

Arlette LAGUILLER

• 7 octobre

Il faut une lutte d'ensemble de la classe ouvrière

L'idée de transformer la journée internationale de manifestation du 7 octobre pour le « travail décent » en une journée de lutte interprofessionnelle contre la politique du patronat et du gouvernement avait été lancée début septembre par la CGT. Depuis, les raisons de se mobiliser n'ont fait que grandir. Le patronat licencie dans tous les secteurs professionnels, le gouvernement multiplie les suppressions d'emploi et en annonce d'autres à venir. Des pleurs et des larmes sont promises aux travailleurs par un Sarkozy prêt à protéger les capitalistes englués dans leur crise : autant de raisons de pen-

ser que le sort de chacun est entre les mains de tous.

La classe ouvrière aurait les moyens de mettre en échec cette offensive générale des patrons et de leurs représentants politiques à condition de se servir de son nombre et de rassembler ses forces par-delà les divisions artificielles qu'on voudrait dresser en son sein. Le succès de la journée de grève du 23 septembre à La Poste, contre la privatisation et la dégradation des conditions d'emploi, montre que de nombreux travailleurs seraient prêts à répondre présent si on les appelait à une action sérieuse. Alors, la journée du 7 octobre pourrait et

devrait être une première étape dans la préparation d'une contre-offensive rassemblant tous les travailleurs.

Pour l'instant, les appels syndicaux pour cette journée restent bien en-deçà de ce qui serait nécessaire. Cependant, des appels à la grève ont été lancés dans divers secteurs. Une manifestation unitaire est organisée à Paris et dans d'autres villes de province.

En tout cas, tous ceux qui agiront ce jour-là auront raison de le faire. Car cela peut être l'occasion d'affirmer la nécessité de rassembler l'ensemble du monde du travail pour imposer la garantie des salaires et des pensions de tous, en finir avec la précarité et les licenciements, obliger le patronat à prendre sur ses profits accumulés pour garantir une vie digne à chacun.

Paul SOREL

**MANIFESTATION À PARIS
MARDI 7 OCTOBRE à 15 H 30
d'Alma-Marceau au Trocadéro**

Cercle Léon Trotsky

**Crises alimentaires
périodiques,
plus d'un milliard
de sous-alimentés**

**CAPITALISME
AFFAMEUR !**

**vendredi 17 octobre
à 20 h 30**

**Théâtre de la
Mutualité**

24, rue Saint-Victor
à Paris 5^e

(Métro Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros.

• Loi Boutin

Un logement de moins en moins social

C'est dans un peu moins de trois semaines que Christine Boutin, la ministre du Logement, présentera la version définitive de son projet de loi « Mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ». La réalité est tout autre que ce qu'annonce ce titre. Et la petite tournée des popotes de la ministre en banlieue parisienne ou à Strasbourg pour soi-disant prendre contact avec les citoyens n'était bien sûr qu'une occasion de poser pour la photo avec quelques personnes triées sur le volet. Quant au discours de Christine Boutin au congrès de l'Union sociale pour l'habitat, il a finalement donné aux représentants des HLM l'occasion de déverser leurs reproches.

Christine Boutin ne parvient pas à donner le change, et pour cause. Le gouvernement a pris du retard dans sa politique du logement et la ministre a bien dû reconnaître que le nombre de logements construits cette année sera inférieur aux objectifs déjà insuffisants. Ce nombre sera de 400 000 au lieu des 500 000 promis, dont 108 000 HLM au lieu des 120 000 annoncés, et le retard sera encore plus important dans l'avenir.

Le gouvernement projette aussi de faire supporter aux HLM des dépenses supplémentaires, de puiser dans les fonds collectés par le biais du 1 % logement pour pallier les restrictions de crédits prévues.

Dans cette période où les revenus des classes populaires ont diminué, où de nombreuses familles n'arrivent pas à faire face aux dépenses de logement, le gouvernement cherche encore à réduire par tous les biais ses dépenses dans ce domaine. Au contraire, il serait urgent que l'État s'engage et construise des logements en fonction des besoins, et pas des profits des marchands de béton.

Henriette MAUTHEY

• Crédits-relais, crédits immobiliers

En France aussi, des milliers de familles étranglées par les banques

D'après le président de l'Association française des usagers des banques (AFUB), 30 000 familles seraient étranglées par des prêts-relais et menacées de saisie de leur maison.

Les prêts-relais sont des prêts intermédiaires destinés à financer l'acquisition d'un bien immobilier, une nouvelle maison par exemple. Ils concernent ceux qui, déjà propriétaires, mettent en vente leur bien avant d'en acquérir un autre. Beaucoup de familles qui ne sont pas forcément très fortunées y ont recours quand elles veulent acheter un logement plus grand que celui dans lequel elles logeaient jusque-là.

Mais avec le ralentissement récent du marché de l'immobilier, et la baisse des prix dans ce secteur, les ventes de maisons ou d'appartements sont devenues de plus en plus difficiles. Lorsqu'elles ne parviennent pas à vendre l'ancienne maison à temps, les familles qui ont contracté ces prêts-relais se trouvent dans l'impossibilité de les rembourser à la date fixée. Les banques n'étant évidemment



pas prêtes à patienter au-delà du délai imposé, souvent deux années, ces familles débitrices peuvent alors se retrouver interdites bancaires. Ou bien encore elles sont menacées de saisie, à la fois de leur maison non

vendue et de leur habitation nouvelle. C'est ce qui est arrivé à des dizaines de milliers de ménages américains depuis le début de la crise des subprimes.

Le président de l'AFUB a demandé un moratoire d'un an

sur ce type de prêts, mais pour l'instant les banques font la sourde oreille.

À ces 30 000 familles en difficulté il faut ajouter des dizaines de milliers d'autres, étranglées par les échéances de crédits immobiliers dont les taux variables peuvent faire grimper considérablement le coût total du crédit.

Nombre de responsables politiques, en particulier la ministre de l'Économie Christine Lagarde, ont fait mine de déplorer la situation, en omettant soigneusement de souligner combien les banques, et donc leurs actionnaires, tirent profit de cette situation.

Le gouvernement versera sans doute encore des dizaines de milliards pour éponger les dettes des banquiers et autres spéculateurs, mais pas pour éponger celles de ces milliers de familles qui risquent de se retrouver à la rue.

Aline RETESSE

• Parachutes dorés

On les appellera autrement

Dans son discours de Toulon sur la crise économique, Sarkozy a fait les gros yeux à propos des « parachutes dorés » qui garantissent à des cadres dirigeants quittant une entreprise des primes de plusieurs millions d'euros. « Il y a eu trop d'abus, il y a eu trop de scandales », a-t-il déclaré.

Cette indignation de commande est bien circonstancielle. Au printemps 2007, Nicolas Sarkozy candidat à la présidentielle promettait d'interdire les parachutes dorés. Un an après son élection, Patricia Russo quittait Alcatel-Lucent avec 6 millions d'euros de prime. Le gouvernement avait eu plus d'empressement à voter le paquet fiscal qu'à se montrer résolu face aux superprimes des PDG !

Avec la crise financière, le refrain à la mode est de moraliser le capitalisme, Sarkozy est remonté sur son cheval de bataille : les parachutes dorés. Cela ne fait pas trembler le

patronat. D'ailleurs, sur son chemin il a rencontré Laurence Parisot, la présidente du Medef, qui a repris le même air que l'organisation patronale allait proposer la suppression des parachutes dorés... Prudente, elle a précisé que cela n'aurait pas d'effet rétroactif – c'est-à-dire que ce qui a été empoché ne sera pas rendu – et que des primes continueront à être versées aux dirigeants si les résultats de l'entreprise sont bons, pour les actionnaires s'entend. En fait c'est ce qu'une loi votée en août 2007 prévoit déjà !

Alors, peut-être ne parlera-t-on plus de parachutes dorés à l'avenir, car l'expression a trop fait scandale. Mais avec ou sans parachute, l'atterrissage pour les dirigeants des entreprises capitalistes se fera toujours en douceur, sur un bon matelas de billets.

Boris SAVIN

• Paris -13^e arrondissement

Expulsions sans relogement, dans un immeuble insalubre

Jeudi 25 septembre, à 6 heures du matin, la police est intervenue pour expulser 84 personnes de leur logement, situé au 150, boulevard Vincent-Auriol, dans le 13^e arrondissement de Paris. Elles ont été conduites vers des hôtels de banlieue, voire de grande banlieue, et rien n'a été prévu ni pour les reloger correctement, ni concernant les enfants qui fréquentent les écoles du quartier.

C'est la préfecture de Paris qui a ordonné l'expulsion. L'immeuble, un ancien foyer pour étudiants ivoiriens, était connu pour sa vétusté depuis des années ; la mairie de Paris s'était engagée à le réhabiliter ou le reconstruire, et des logements devaient être proposés aux familles. Mais ils étaient en nombre insuffisant. De plus, de nombreux travailleurs sans papiers y

vivaient aussi et, pour eux, rien n'est prévu et ils se sentent menacés.

Il reste encore dans cet immeuble une centaine d'habitants, qui craignent à leur tour d'être expulsés. La police filtre les entrées, et ils subissent des tracasseries avant de pouvoir accéder à leur appartement : les policiers ont un dossier avec le nom de ceux autorisés à entrer, et les locataires doivent prouver qu'ils résident bien dans l'immeuble en montrant une carte Vitale, une carte bleue ou une clé.

Cette expulsion a suscité des réactions de protestation dans l'arrondissement et les résidents, qui se rassemblent tous les jours devant l'immeuble, ont commencé à s'organiser pour empêcher de nouvelles expulsions et obtenir un logement décent.

Correspondant LO

• Budget 2009

C'est le train de vie des riches qu'il faut réduire

Le projet de budget présenté vendredi 26 septembre en Conseil des ministres, et qui porte sur les années 2009 à 2011, a été qualifié par ses promoteurs, Woerth et Lagarde, d'« opération vérité ». Ils ont mis en avant le montant du déficit, soit 52 milliards d'euros, comme pour insister sur les nécessaires restrictions à opérer.

La prévision est sans doute bien en dessous de la réalité, puisque, pour l'année 2008, le déficit qui était estimé initialement à 41,7 milliards d'euros a atteint finalement 49,4 milliards. Sans parler du fait que tous ces calculs ont été effectués à partir d'hypothèses de conjoncture bien optimistes par rapport à ce que la crise financière laisse présager.

Mais si le gouvernement a tant insisté sur le montant du déficit, c'était surtout parce qu'il lui servait à justifier les restrictions qu'il entend imposer. Ainsi il a expliqué que, pour diminuer les dépenses, il faut

« réduire le train de vie de l'État » et il a envisagé de geler les crédits de fonctionnement des ministères.

Sauf que tous ne seront pas logés à la même enseigne ; le ministère de la Justice, celui de l'Enseignement supérieur et celui de l'Écologie, tous trois jugés prioritaires, verront leur enveloppe augmenter de plus de 5 %, tandis que d'autres, comme le ministère de la Ville et du Logement, celui de l'Immigration ou encore celui du Travail et de l'Emploi, subiront une baisse de plus de 5 %, non seulement en 2009 mais aussi les deux années sui-

vantes. Des baisses d'autant plus dommageables qu'elles concernent en premier lieu des services rendus à la population, sauf peut-être en ce qui concerne le ministère de l'Immigration.

Dans le cadre de ces coupes claires, le gouvernement envisage d'appliquer la promesse, faite par Sarkozy au début de son mandat, de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Une mesure qui pourrait porter à plus de 30 500 le nombre de postes supprimés en 2009, dont 13 500 dans l'Éducation nationale.

De même, les collectivités locales seront mises à contribution puisque leur dotation ne devrait augmenter que d'environ 1 %, soit bien moins que l'inflation. À cela s'ajoute encore le manque à gagner dû à

la suppression envisagée de la taxe professionnelle.

Dans le même temps, le projet de budget entérine la suppression sur trois ans de l'impôt forfaitaire annuel que paient les entreprises, et la mise en place d'un crédit impôt recherche qui, sous prétexte d'innovation, accordera quelque 2 milliards d'euros de cadeaux aux entreprises en 2009, et 4,5 milliards sur les deux années suivantes.

Si déficit il y a, ce sont donc bien les choix auxquels le gouvernement procède qui en sont responsables, d'autant qu'il n'est nullement question pour lui de revenir sur les différentes baisses d'impôts qui profitent aux plus riches, comme le bouclier fiscal, la diminution des droits de succession, la défiscalisation des

emprunts pour ceux qui investissent dans le secteur de l'immobilier locatif, ou encore la défiscalisation des heures supplémentaires.

Et surtout, que valent aujourd'hui tous ces projets, à un moment où l'État aide par milliards les financiers en mal de fonds sains, voulant à toutes forces se débarrasser de leurs titres « pourris » qu'ils ont eux-mêmes mis sur le marché ?

De tout cela, il reste des discours gouvernementaux mettant en avant les difficultés pour mieux faire passer des restrictions. Ainsi, le budget présenté réduit les crédits destinés à la population pour mieux augmenter ses largesses à l'égard des plus riches.

David MARCIL

Nouvelles coupes dans les budgets des communes populaires

Dans le cadre du budget 2009, le gouvernement prépare un nouveau coup bas contre les municipalités. Il envisage une réforme de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) revenant à tailler sévèrement dans les montants alloués aux communes les plus nécessiteuses.

Cette dotation, créée en 1991, visait à aider les communes les plus pauvres, celles dont la population est trop modeste pour payer les impôts locaux nécessaires au fonctionnement municipal, celles aussi qui, n'ayant pas ou peu d'entreprises implantées sur leur territoire, n'encaissent pas ou trop peu de taxe professionnelle. Il ne s'est jamais agi de sommes mirobolantes, et aujourd'hui l'enveloppe s'élève à un peu plus d'un milliard d'euros par an, réparti entre 717 communes (sur un total de 953 communes comptant plus de 10 000 habitants sur l'ensemble du pays).

Le gouvernement vient donc de décider que la dotation était trop importante et concernait un trop grand nombre de municipalités, qu'il fallait entre autres diminuer le nombre de communes bénéficiaires par une réforme des critères d'attribution. En particulier, le nombre de logements sociaux sur la commune ne devrait plus être pris en compte, ce qui aurait pour conséquence de rayer de la liste des bénéficiaires 238 villes ! Le fait qu'une commune construise de nombreux logements de type HLM pour une population aux revenus modestes deviendrait désor-

mais un handicap pour toucher une aide dite de « solidarité ». C'est vraiment le monde à l'envers !

Ce projet est d'autant plus scélérat que, parmi les 238 communes visées, 88 comportent des « zones urbaines sensibles », c'est-à-dire qu'elles se situent parmi les villes qui ont le plus besoin de financement. Des villes de la banlieue parisienne (pour ne parler que d'elles) comme Pantin (Seine-Saint-Denis), qui compte 40 % de HLM, des quartiers très pauvres, deux écoles sur trois classées en ZEP, deux zones urbaines sensibles, etc., ne toucheraient plus la dotation (1,9 million d'euros). De même pour Bagneux (Hauts-de-Seine) et ses 50 % de logements HLM, qui ne possède aucune entreprise sur son territoire et ne touche donc pas un centime de taxe professionnelle ; de même, Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et ses 64 % de logements sociaux, Vitry (Val-de-Marne), etc.. Au total, 80 villes rien qu'en région parisienne verraient leurs dotations financières au titre de la DSU réduites de moitié dès 2009 et carrément supprimées à partir de 2010.

Alors que le gouvernement ne cesse de se décharger sur les municipalités de ce qui relève de ses compétences (en matière d'écoles, d'emplois, de sécurité, etc.), il continue de tailler dans les finances locales. La restriction de l'attribution de la DSU vient en même temps que la

diminution de la dotation générale de fonctionnement, que le projet de diminution importante de la taxe professionnelle versée par les entreprises aux communes sur le territoire desquelles elles s'installent. Et ce sont les villes dont la population est la plus modeste, celles qui

ont déjà le plus de mal à boucler leur budget, qui en seraient les premières victimes, avec comme conséquence presque inévitable une augmentation des impôts locaux ou une restriction catastrophique des services à la population.

Lucienne PLAIN

Le fils Sarkozy a confiance en la justice... on le comprend !

Jean Sarkozy, le fils du président de la République, était accusé par un automobiliste d'avoir pris la fuite après avoir percuté son véhicule avec son scooter. L'affaire a été jugée le 29 septembre. L'automobiliste avait relevé le numéro du scooter. Jean Sarkozy affirmait quant à lui n'être pour rien dans l'incident. Et voilà non seulement que le tribunal a jugé qu'il n'y avait aucune preuve sérieuse contre le fils

Sarkozy, mais qu'en plus il a condamné l'automobiliste à 2 000 euros d'amende pour abus de plainte.

La preuve est enfin faite qu'on peut être un « jeune

immigré de la troisième génération en scooter impliqué dans un accident » et se faire rendre justice par un tribunal !

Paul GALOIS



• Crise financière

Après les États-Unis, l'Europe

Après les États-Unis, c'est maintenant en Europe que la crise financière prend un tour catastrophique et que les États et la Banque centrale européenne (BCE) interviennent tous les jours pour sauver des établissements financiers de la faillite.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que le système financier international forme un tout, que les grandes banques du monde entier se vendent, s'achètent et se prêtent quotidiennement des quantités colossales de titres, d'actions, de devises, de « produits dérivés », qu'elles se possèdent les unes les autres en partie et qu'elles dominent à la fois collectivement et conflictuellement l'économie de la planète ?

Il n'y avait vraiment que Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, pour dire que la crise financière épargnerait l'Europe en général et la France en particulier.

Dans les seules journées de lundi 29 et mardi 30 septembre la banque Fortis a été nationalisée pour onze milliards d'euros par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ; l'Allemagne s'est portée garante de la banque Hypo Real Estate pour 35 milliards d'euros ; la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Islande ont chacun nationalisé un établissement financier en faillite ; l'Espagne a soutenu

le cours de ses caisses d'Épargne ; la France a versé trois milliards d'euros pour sauver Dexia ; la BCE, enfin, a « injecté 190 milliards d'euros de liquidités sur le marché financier », c'est-à-dire qu'elle a prêté cette somme aux banquiers en difficulté.

Le total de ce que la Banque centrale européenne et les États ont avancé, ou offert comme fonds depuis un an pour essayer de sauver les banquiers en faillite et tenter d'éviter une panique générale est difficile à connaître. Mais il est certain que des centaines de milliards

d'euros sont déjà sortis de leurs caisses et que banquiers et gouvernements tenteront de faire payer la note aux travailleurs.

Aujourd'hui tous les gouvernants disent qu'il faut « dire la vérité » aux populations. Cette « vérité » qu'ils annoncent à son de trompe, c'est leur

volonté de consacrer toutes les ressources disponibles, à commencer par celles de la population laborieuse, à sauver ce qui ne peut pas l'être, le système capitaliste.

Paul GALOIS

L'unité nationale... pour assister le capital

« Les temps sont difficiles et plus que jamais, le président de la République et moi-même, nous avons besoin de vous », a déclaré le Premier ministre, François Fillon, le 26 septembre devant des adhérents de l'UMP réunis dans un grand hôtel au bord du lac d'Enghien. « Il y a des moments où l'unité nationale s'impose », a-t-il ajouté.

Ses propos viennent en écho à l'union sacrée proclamée aux États-Unis par le président, Bush. À sa demande, Mc Cain et Obama, les deux concurrents à l'élection présidentielle s'étaient rendus à la Maison Blanche le 25 septembre et avaient publié un communiqué commun pour exhorter les parlementaires républicains et démocrates à « dépasser les rivalités politiques » afin d'éviter « une catas-

trophe économique ».

Les parlementaires des deux partis craignent pour leur siège, tant il est choquant que la majeure partie de la population, y compris ceux qui sont en train de perdre leur logement, payent des centaines de milliards de dollars comme Bush le propose pour renflouer les banques.

Des deux côtés de l'Atlantique, le fait que les capitalistes soient des assistés, vivant aux



crochets de l'État, ne peut plus être caché. Les gouvernants qui brandissent le thème de l'unité nationale voudraient faire accepter ce gigantesque transfert de la population vers une petite minorité de riches. Ils

montrent aussi qu'ils craignent que le monde du travail défende ses propres intérêts face à un système qui coule leur budget, les place sous la menace du chômage et réduit les services publics.

Sarkozy, les bonnes banques et Dexia

Dans son discours sur la crise financière prononcé à Toulon, Sarkozy a fustigé le capitalisme financier sans morale, assuré qu'il fallait trouver des coupables et promis que l'État ne verserait pas un sou pour sauver de la faillite les banquiers véreux. C'était le 25 septembre.

Mardi 30 septembre il a réuni, à cinq heures du matin paraît-il..., ministres et banquiers pour sauver de la faillite le groupe Dexia. L'État français versera un milliard d'euros et la Caisse des dépôts et consignations, un organisme public, versera deux milliards d'euros, pour renflouer le groupe en faillite. Un communiqué de l'Élysée précise qu'il s'agit de « garantir la continuité du financement des collectivités locales ».

Dexia est en effet la première banque mondiale pour le prêt aux municipalités. C'est un métier

sans risque : soit la banque prête directement aux mairies et son prêt est donc garanti par l'État, soit elle prête aux sociétés privées qui travaillent avec les collectivités locales mais elle exige alors que les dites collectivités locales se portent garantes du prêt. Dexia assure

donc en partie et contre rétribution l'aide au financement des équipements collectifs, des logements, etc., service qui pourrait être assumé par l'État. C'est un service public privatisé en quelque sorte ou plus exactement une rente de situation.

Mais la banque ne fait pas que ça. Elle investit également dans les secteurs à risque, les dettes titrisées, les produits dérivés et autres combines complexes et profitables... jusqu'à ce que le marché s'écroule. C'est même, disait-

elle en 2007 dans son rapport annuel, « un support indispensable pour l'ensemble du groupe et un centre de profit important qui génère une rentabilité substantielle ». En effet, Dexia a fait plus de deux milliards d'euros de bénéfices en 2007, soit, pour ses actionnaires, une rentabilité de 10 %. Mais c'est bien sûr ce secteur des « titres toxiques » qui met Dexia en faillite aujourd'hui et qui lui vaut le secours de Sarkozy.

Le Président, une fois de plus, dit une chose et en fait une autre en aidant un banquier peu scrupuleux. Mais le fait est qu'il n'y a pas de banquiers scrupuleux, que tous se livrent à la spéculation car c'est leur raison d'être et le mode de fonctionnement du système. Et que Sarkozy est prêt à tous les sauver, comme la suite le montrera sans doute, parce que c'est sa raison d'être à lui.

Des garanties peu rassurantes

À Toulon le 25 septembre, Sarkozy, toujours en quête d'effet d'annonce a dit qu'il n'accepterait pas « qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement bancaire se retrouverait dans l'incapacité de faire face à ses engagements ».

Sauf que, comme d'habitude quand il s'agit de l'argent de la population, il s'est montré bien plus évasif quant aux mesures précises qu'il prendrait dans un tel cas.

Il est vrai qu'il existe un fonds qui garantit à hauteur de 70 000 euros un compte individuel et à hauteur de 140 000 euros pour un compte commun. Mais le montant du fonds prévu pour assurer ces actifs n'est que de 1,8 milliard d'euros.

D'après le directeur de l'Association française des usagers de banque (Afub), la seule faillite de la Société Générale, qui n'est certes pas un petit établissement mais

qui n'est pas non plus la seule banque en France, représenterait à elle seule 200 milliards d'euros.

On ne sait si la crise ira jusqu'à ruiner les banques de dépôt, mais on peut dire que si Sarkozy s'est bien gardé de mentionner le montant du fonds de garantie, c'est qu'il n'a nullement l'intention de tenir cette promesse.

D.M

Paul GALOIS

• Chômage

Patronat et gouvernement responsables de la hausse

Les chiffres du chômage ont augmenté avec l'enregistrement de 41 300 nouveaux inscrits à l'ANPE durant le mois d'août.

Le secrétaire d'État à l'Emploi, Laurent Wauquiez, tout en reconnaissant que la hausse était sévère, a relativisé ce chiffre en disant qu'il fallait être lucide, la situation internationale étant très dure, elle aura nécessairement un impact sur la situation de l'emploi et du chômage.

La ministre de l'Économie, Christine Lagarde a confirmé, en disant : « On est en face d'une baisse de la croissance, d'une grosse baisse de l'intérim et donc, tous les intérimaires sortis de leur mission sont allés s'inscrire ». À propos du taux de chômage, elle a ajouté qu'il fallait « être, soit Madame Irma, soit un charlatan » pour faire des prévisions précises.

Voilà un ton qui tranche singulièrement avec les propos béatement optimistes que la même Lagarde tenait encore il y a peu sur le chômage, dont elle disait qu'il pouvait baisser à 5 % en 2012.

Maintenant que les répercussions de la crise financière sont bien là, le gouvernement, par la voix de ses représentants, se dépêche de la rendre responsable de tout, comme si l'État avait attendu la crise pour supprimer des emplois dans le sec-

teur public, dans l'Éducation



nationale, dans les hôpitaux ou encore à La Poste. Et comme si, de leur côté, les capitalistes avaient attendu la crise pour jeter à la rue des milliers de travailleurs.

Tous ces gens-là se servent de la situation pour évoquer une sorte de fatalité qui les dépasse. Mais ce sont bien eux tous, les capitalistes, les financiers et le gouvernement qui les protège, les responsables de cette crise qu'ils voudraient, de surcroît, faire payer aux travailleurs

David MARCIL

Quand la maréchale Parisot lance son appel à la mobilisation nationale

Le 25 septembre sur France Inter, la patronne des patrons, Laurence Parisot, a livré son appréciation de la crise : « C'est extrêmement grave. C'est le 11 septembre de la Finance. Cette crise financière peut provoquer une crise économique très dangereuse. »

Mais surtout elle a livré son plan de bataille : « Dans cette situation-là nous devons comprendre que nous sommes tous dans le même bateau, que nous devons être tous solidaires, que nous devons ramer ensemble pour s'en sortir. »

Tous ceux qui, peut-être pas encore bien réveillés le matin,

auraient pu croire que les patrons allaient désormais se montrer solidaires de leurs employés, ont été vite rappelés à la réalité : Parisot a précisé comment elle entendait cette solidarité en ajoutant : « Ce qu'il faut d'abord c'est ne pas nuire aux entreprises, car elles seules créent de la richesse ».

C'est clair pour Parisot, il faudra ramer de plus belle dans le sens des patrons pour leur permettre de continuer à concentrer la richesse produite par les travailleurs. Pas mal, non, comme façon d'être « tous solidaires » !

Sophie GARGAN

• Contre un système en faillite, ni régulable ni réformable

L'actualité du communisme

Alors que chaque jour apporte l'annonce d'une ou plusieurs nouvelles faillites bancaires et que le système financier mondial risque l'effondrement général, dirigeants politiques et spécialistes auto-proclamés nous disent désormais que tout peut revenir comme avant, à condition de mettre en place des régulations appropriées. C'est bien la dernière duperie en vogue, qui tente de faire croire qu'on pourrait soigner une maladie mortelle avec ce remède miracle.

monde à la catastrophe. Les conflits mondiaux qui ont ensanglanté le vingtième siècle avaient pour raison fondamentale ce fonctionnement irresponsable, impossible à réguler.

Depuis qu'il existe, le véritable mouvement ouvrier, celui qui a lutté pour l'émancipation des travailleurs, a combattu les illusions réformistes en tout genre, toujours remises au goût du jour. L'affirmation de Marx a été sa devise, « socialisme ou barbarie », et sa seule perspective a été l'expropriation de la classe capitaliste pour instaurer sur les ruines de ce système failli le socialisme et le communisme.

La seule « régulation » que connaissent les capitalistes et leur personnel politique consiste à pressurer toute la population pour lui extorquer les milliards qu'ils ont perdu au casino de la spéculation. Car, appeler « régulation » le fait de ponctionner 700 milliards de dollars aux États-Unis, des centaines de milliards en Europe, sur le dos de tous avec l'aide des

La seule régulation du capitalisme se fait par la crise et le chômage.



Mais il n'y a pas d'un côté de méchants capitalistes financiers et de l'autre de bons capitalistes industriels, comme le disent à l'unisson Sarkozy et les dirigeants socialistes. Ce sont les mêmes. Tout d'abord c'est l'argent des industriels qui alimente les banques et parfois c'est une seule et même famille qui cumule tous les rôles. Ainsi la famille de Wendel, dont le fleuron est aujourd'hui le baron Seillière, président du patronat européen. Ces anciens barons de l'acier ont reconverti tous leurs capitaux dans un fonds de pension spéculatif, le groupe Marine-Wendel, qui achète et revend des actifs industriels ou des produits financiers au gré de la spéculation.

En réalité, il n'y a qu'un système économique capitaliste, miné par des contradictions qu'il est bien incapable de surmonter. Les capitalistes ne produisent pas pour satisfaire les besoins des populations, ils produisent pour vendre à un prix qui leur permet de réaliser le profit. C'est ce qu'ils appellent le marché solvable. Seulement, ils ignorent l'étendue ou les limites de ce marché où tous s'affrontent. Et la seule régulation qu'ait jamais connue le capitalisme, c'est la crise, où faute d'acheteurs à bon prix, on ferme les usines et on jette à la rue les ouvriers par dizaines ou centaines de milliers.

Depuis des dizaines d'années, au moins depuis la fin des années 1960, préoccupés de

maintenir le taux de leurs profits, les capitalistes se sont de plus en plus tournés vers des opérations purement financières. Ils ont pu croire que leur jeu pouvait durer un temps illimité. Mais ils n'ont fait ainsi que retarder les échéances. Les crises se sont succédé, en particulier les crises financières avec des conséquences plus ou moins importantes sur la production. Aujourd'hui, les capitalistes sont face à une crise financière générale, à un niveau jamais vu, dont les conséquences ne font que s'approfondir au fil des semaines dans l'ensemble des secteurs de l'économie.

Cette impossibilité de surmonter les contradictions propres au système capitaliste a à plusieurs reprises entraîné le

États, pour renflouer les caisses des capitalistes, est un mensonge dans les termes ; c'est tout simplement de l'extorsion de fonds, voire du vol en bande organisée, à la mode des mafias. Mettre en avant cette prétendue régulation miracle ne sert qu'à détourner les travailleurs de leurs vrais ennemis et des vraies solutions. La seule issue est bien de reconstruire une société où l'on produise pour satisfaire les besoins de toutes les populations, en permettant à chacun de produire selon ses moyens et de consommer selon ses besoins. Cette société-là, ce sera la société communiste, qui se construira sur les ruines de cette société capitaliste qui n'a vraiment que trop duré.

Paul SOREL

• États-Unis

Les Républicains font capoter le plan Bush

À la surprise du monde de la Bourse et de la finance, le Congrès américain n'a pas avalisé, lundi 29 septembre, le plan de 700 milliards de dollars d'aides aux banques, assurances et autres institutions financières en difficulté, présenté comme indispensable pour sauver les économies et l'emploi de tous les Américains. Un plan soutenu par Bush, par les responsables parlementaires des deux partis ainsi que par les deux candidats à l'élection présidentielle, Obama et McCain.

La pression des électeurs en colère à la veille des élections

C'est par 228 votes contre 205 que le plan a été rejeté par la Chambre des représentants. Et ce sont les Républicains qui se sont massivement prononcés contre : 133 d'entre eux ont voté contre, alors que seuls 65 représentants républicains votaient pour. La proportion était presque inverse chez les Démocrates : 140 pour et 95 contre.

En fait, à un peu plus d'un mois des élections générales, les députés ont été soumis à la pression de leurs électeurs. Dans la semaine qui a précédé leur vote, ils ont été assaillis de lettres, de pétitions, d'e-mails, de coups de téléphone d'électeurs indignés et en colère, leur enjoignant de refuser de donner l'argent des contribuables aux riches spéculateurs. La population a en effet bien compris que c'est à elle qu'on allait faire payer les 700 milliards alloués au monde de la finance. D'ailleurs les députés élus dans les régions défavorisées ont été nombreux à se prononcer

contre le plan. Il est significatif aussi que les députés dont le siège n'est pas très assuré ont voté presque tous contre le plan, qu'il s'agisse de républicains ou de démocrates. « Il est évident que certains préfèrent perdre l'économie que perdre l'élection », a déclaré un député démocrate. Par contre les députés des deux partis qui ne se représentaient pas ont presque tous voté pour le plan. D'ailleurs, pour certains, l'espoir d'obtenir un nouveau vote, favorable cette fois, repose sur la capacité de rappeler à leurs devoirs les députés « dont le siège est assuré » !

Malgré le mécontentement populaire, la majorité des Démocrates ont donc voté pour que l'argent des contribuables puisse être utilisé pour sauver les requins de la finance, avec tout ce que cela peut signifier comme hausses d'impôts, comme coupes claires dans les services publics et les programmes sociaux, comme inflation et baisse du pouvoir d'achat. Obama, qui soutenait le plan, admet maintenant avant même d'être élu qu'il ne pourra pas

appliquer « immédiatement » son programme, car il faudra s'adapter à la situation.

La démagogie des Républicains

Mais la population laborieuse n'a évidemment rien à attendre des Républicains qui ont fait capoter le plan. Certains ont usé de démagogie populiste pour justifier leur vote, dénonçant le gaspillage du « bon argent des contribuables pour sauver les mauvais placements des parieurs de Wall Street », une façon populaire de s'élever contre l'intervention étatique au profit des gros. Mais la démagogie des Républicains s'adresse surtout aux

« petits »... bourgeois qui n'ont aucune envie de payer plus d'impôts et qui craignent fort que les petites banques locales où ils ont placé leurs économies ne bénéficient pas des mêmes largesses que les « gros » de Wall Street. Les ténors républicains se sont livrés à des discours enflammés contre le fait de placer « la nation sur la pente glissante du socialisme » et ont défendu les vertus du marché. « La liberté économique recouvre la liberté de réussir et la liberté d'échouer. Donner au gouvernement fédéral la possibilité de nationaliser pratiquement tous les emprunts suspend cette vérité fondamentale de notre économie », a déclaré un député républicain. Les Républicains ont même présenté un plan alternatif basé sur « le libre jeu du marché », un assouplissement des règles comptables pour les établissements financiers, un système d'assurance contre les mau-

vais placements, et tout de même des aides de l'État sous forme de réductions d'impôts et même d'exonérations d'impôts rétroactives. Bref, des mesures destinées à plaire à la petite et moyenne bourgeoisie.

Il est maintenant question d'un nouveau vote en fin de semaine après de nouvelles négociations. Mais, que ce vote ait lieu ou pas, que ce soit une approbation ou un rejet d'un hypothétique nouveau plan, l'argent public coule déjà à flots depuis des mois pour sauver les uns après les autres les financiers défaillants, et cela continuera, avec les Démocrates ou avec les Républicains. C'est dire que la population laborieuse n'a rien à attendre du vote du Congrès ni de la prochaine élection présidentielle.

Dominique CHABLIS



• Grande-Bretagne

Nationalisation des dettes et subventions étatiques

Moins de deux semaines après la quasi-faillite de HBOS, rachetée en catastrophe par l'une de ses rivales, c'est au tour de B&B (Bradford and Bingley), numéro 8 des banques britanniques et numéro 3 dans le prêt immobilier, de disparaître.

B&B s'était spécialisé dans deux types de prêts hypothécaires : d'une part à des particuliers désirant acheter un logement pour le louer ensuite, et d'autre part à des emprunteurs ne souhaitant pas donner de preuve de leurs revenus (en général pour des raisons fiscales), mais prêts à accepter un taux d'intérêt plus élevé en retour.

Par définition, ces deux catégories étaient « à risque ». En fait, le système ne marchait que parce que les emprunteurs se livraient à une cavalerie permanente, en finançant les trai-

tes de leurs emprunts par d'autres emprunts gagés sur les mêmes logements, qu'ils trouvaient facilement grâce à la montée rapide des prix immobiliers.

Seulement, avec la baisse de ces prix, de tels prêts secondaires se sont raréfiés, puis sont devenus quasi introuvables. D'où la dégringolade des actions de B&B en Bourse. Après avoir été l'une des cent plus grosses capitalisations boursières de la City, B&B a vu son action perdre 95 % de sa valeur, avant d'être retirée du marché par les autorités, le 27 septembre.

Cette fois, toutes les tentatives de rachat en bloc ont échoué et la banque a été démantelée. L'État reprend à son compte son portefeuille de prêts immobiliers, d'une valeur de 64 milliards d'euros, et les dettes gagées sur ces prêts, qui représentent la moitié de cette

valeur. Le reste de B&B, c'est-à-dire ses 340 agences et les 26 milliards d'euros de dépôts, est racheté pour une bouchée de pain (500 millions d'euros) par le géant espagnol Banco de Santander, qui contrôle déjà deux banques immobilières anglaises.

Comme les pertes de B&B avaient écorné les fonds de ses déposants de 22 milliards d'euros, c'est la Caisse de Compensation Financière, organisme financé par les banques pour aider les déposants en cas de faillite, qui comblera le trou. Mais comme cette caisse manque paraît-il de fonds, le Trésor lui « prêter » 25 milliards d'euros pour faire face aux dépenses urgentes.

Le gouvernement n'a pas manqué de présenter cette opération de sauvetage comme une « nationalisation », tout en affirmant que toute perte financière résultant de cette opéra-

tion serait supportée par les banques. Mais cette fois il s'agit, sans ambiguïté, d'une nationalisation des dettes de B&B, tandis que la partie profitable de la banque va

à une banque privée, copieusement arrosée de subsides étatiques. Quant aux 25 milliards avancés par l'État, ils seront effectivement rem-

Licenciements dans

Avant même que les ministres britanniques ne commencent à parler des mesures d'austérité rendues nécessaires par le gonflement de la dette publique, des milliers de salariés du secteur financier sont déjà en train de payer la note.

Cela a commencé par les petits intermédiaires de la City qui, dès 2007, ont commencé, sinon à mettre la clé sous la porte, du moins à licencier. Mais maintenant, ce sont les grandes banques qui s'y met-

tent. Déjà Northern Rock a supprimé plus de 2 000 emplois depuis sa « nationalisation ». Lehman Brothers, Morgan Stanley, Deutsche Bank, etc., c'est-à-dire toutes les grandes banques étrangères très présentes dans la City, ont licencié chacune des centaines de salariés. Avant même sa faillite, B&B avait annoncé 370 suppressions d'emplois. Mais après son absorption par Banco de Santander, qui se retrouve ainsi avec plus de



• Faillite de Washington Mutual

Pendant la catastrophe, les affaires continuent !

Alors que la faillite de la caisse d'épargne américaine Washington Mutual venait d'être annoncée, le groupe financier JP Morgan Chase and Co a racheté, dès le lendemain vendredi 26 septembre, les actifs financiers de cette société, estimés à 300 milliards de dollars, pour 1,9 milliard de dollars, c'est-à-dire une bouchée de pain. JP Morgan Chase and Co devient

ainsi une des plus grandes banques américaines.

Alors que la crise est un désastre pour les classes populaires, entre autres pour les cinq millions de familles modestes expropriées de leur logement par les banques parce qu'incapables de payer, quelques gros requins de la finance en profitent pour accroître leur puissance. Voilà ce qu'est la société capitaliste !

pour les banquiers

boursés par les banques, mais uniquement par le biais de leurs cotisations au Fonds de Compensation, et seulement à partir de 2011. Autrement dit,

cette opération a toutes les chances de ne rien coûter de plus aux banques que ce qu'elles auraient dû déboursier de toute façon.

François ROULEAU

le secteur bancaire

1 500 agences, on peut s'attendre à des milliers de licenciements des deux côtés – les fameuses « synergies » dont se gargarisent les patrons. La même chose est déjà en marche après l'absorption de HBOS par Lloyd TSB – et les chiffres cités officieusement dépassent les 20 000 suppressions d'emplois. Sans compter les banques qui, tout en n'étant pas menacées, se saisissent de l'occasion pour réduire leurs coûts, comme HSBC, le

numéro un anglais et européen, avec un plan de 1 100 suppressions d'emplois.

Le gouvernement travailliste de Gordon Brown a beau se poser en champion des contribuables, pour cacher les milliards dont il arrose les banquiers fauteurs de crise, il y a peu de chances que cela trompe grand monde, en particulier parmi les travailleurs qui sont de plus en plus touchés par les conséquences de la crise.

F. R.

• Alitalia

Les « bandits » reprennent la compagnie

L'accord qui est censé « sauver » Alitalia a finalement été signé par les quatre grandes confédérations syndicales, dont la CGIL qui avait accepté un premier accord-cadre mais avait ensuite rejeté les applications concrètes proposées par les repreneurs et le gouvernement ; cinq autres syndicats autonomes ont également apposé leur signature, que l'Association des assistants de vol présente comme un « *consentement subi, difficile, mais nécessaire* ».

Pas de quoi pavoiser, en effet ! Dans la nouvelle société, la CAI (Compagnie aérienne italienne), le modèle de statut pour le personnel sera celui de la compagnie low-cost Air One, avec laquelle elle sera fusionnée. Le personnel navigant pourra compenser la baisse de salaire de 6 % à 7 % en accroissant ses heures de vol ! Le personnel sédentaire, lui, pourra le faire en travaillant plus longtemps la nuit. Les salaires les plus bas (1 100 à 1 300 euros) ne devraient pas subir cette réduction de salaire. Quelques garan-

ties sont données en cas de congé-maladie ou pour la prise des congés annuels. La nouvelle compagnie s'engage à garantir une « situation stable » à 12 500 personnes au lieu de 11 500 précédemment. Mais en réalité cela ne change pas le nombre de 3 250 employés que la CAI estime en sureffectif parmi le personnel actuel d'Alitalia.

Le gouvernement a jeté dans la balance tout son poids, ajouté au poids de ses médias pour calomnier ces travailleurs « privilégiés » qui préféreraient conserver leurs « avantages » plutôt que de sauver la compagnie nationale, sous prétexte que les employés d'Alitalia, disposant seulement d'un statut normal et de payes relativement correctes, luttent pour les défendre. Il a exercé tout le chantage possible, criant à la faillite pour faire plier la résistance et le moral des récalcitrants. Il a usé leur patience, au point qu'une assemblée du personnel, apprenant que la CAI jetait provisoirement l'éponge,

avait scandé : « *Plutôt la faillite que d'être aux mains de ces bandits !* »

Les bandits en question, ce sont la poignée d'affairistes italiens à qui le gouvernement Berlusconi fait le cadeau d'une compagnie aérienne, avec une flotte importante, des lignes assurées, le tout en état de marche. Mais les bandits, ce sont aussi les investisseurs étrangers, Lufthansa ou Air France, qui, malgré les trémolos nationalistes de Berlusconi, ne sont jamais sortis du circuit et lorgnent aussi sur les lignes d'Alitalia.

Cette compagnie deviendra parfaitement rentable, selon les normes exigées par les actionnaires, quand ils auront supprimé certaines lignes et beaucoup d'emplois ; quand ils auront aussi réussi à imposer aux travailleurs les conditions de travail et la paye des compagnies low-cost, en tablant sur leur manque de réaction. Mais cela, c'est une donnée qui n'est pas garantie par la signature de l'accord, et heureusement !

Sylvie MARÉCHAL



Assemblée à l'aéroport de Fiumicino (Rome).

• Inde

Radical !

Le PDG d'une usine d'équipements pour automobiles de la banlieue de New Delhi a été tué à coups de barre de fer par des ouvriers qu'il avait licenciés deux semaines plus tôt. Cet Indien, patron d'une filiale de la société italienne Graziano Trasmissioni, les avait accusés d'avoir saccagé les locaux de l'usine lors d'une manifestation en juillet. Il les avait convoqués

pour examiner les modalités d'une éventuelle réintégration. Les conditions imposées par le patron auraient provoqué la colère des licenciés. La situation est devenue explosive : le patron est mort pendant son transfert à l'hôpital et 50 personnes ont été blessées, dont dix cadres envoyés en réanimation.

Dans tout le concert de lamentations sur la mort du

PDG, une voix a tranché : « *Que cela serve d'avertissement aux directions. (...) Les ouvriers ne devraient pas être poussés à bout.* » Cet adepte des méthodes radicales n'était autre... que le ministre indien du Travail. Mais, devant le concert de critiques, il s'est très vite repenti de ce moment d'aberration... ou de lucidité.

S.M.

• Autriche

Gauche et droite unies ont préparé le renforcement de l'extrême droite

Le résultat des élections législatives anticipées autrichiennes, qui ont eu lieu le 28 septembre, est sans appel. Les deux partis qui gouvernent ensemble depuis deux ans accusent un net recul : moins 5,6 % des voix pour les sociaux-démocrates du SPÖ, moins 8,7 % pour les chrétiens-conservateurs de l'ÖVP.

Pour ces deux partis qui, jusque dans les années 1980, étaient habitués à totaliser à eux seuls 80 % des voix, c'est une véritable claque. Mais le coup de massue est venu des résultats de l'extrême droite. Alors qu'en 2006 celle-ci totalisait environ 15 % des suffrages, elle fait aujourd'hui, bien que divisée en plusieurs partis rivaux (dont le FPÖ de Heinz-Christian Strache et le BZÖ de Jörg Haider) jeu égal avec le SPÖ (29,7 %), et réalise son meilleur score depuis la guerre. Elle progresse même au-delà des 26,9 % obtenus par Haider en 1999, résultat qui lui avait permis de participer à un gouvernement de coalition avec les conservateurs.

Au terme des élections de 2006 et après de nombreuses

séries de tractations, un gouvernement de grande coalition SPÖ-ÖVP, emmené par un chancelier social-démocrate, Alfred Gusenbauer, s'était formé. Au-delà de querelles permanentes entre les deux partis, qui faisaient les choux gras de la presse, le gouvernement a mené des attaques systématiques contre les couches populaires : augmentation des dépenses militaires, très fortes hausses des frais universitaires, attaques contre le système de santé, contre les retraites. De nouvelles réglementations sur le temps de travail, qui permettent aux patrons d'imposer des semaines travaillées de 60 heures, des journées de 12 heures ou le travail du dimanche, ont par ailleurs été défendues par les sociaux-démocrates, sous pré-

texte qu'il fallait « tenir compte » du poids de la droite.

La popularité du chancelier Gusenbauer n'a pas tardé à s'effondrer. Et, pour tenter de redresser la situation, les caciques sociaux-démocrates n'ont rien trouvé de mieux que de se rallier aux thèses antieuropéennes chères à l'extrême droite.

Dans une lettre ouverte publiée dans un journal populiste à très fort tirage, la *Kronen Zeitung*, ils annonçaient, fin juin, leur intention de procéder désormais à un référendum sur les questions relatives au traité constitutionnel européen, semblant découvrir que c'était aux électeurs de décider. Mais le SPÖ se gardait bien de proposer de soumettre à référendum les mesures antiouvrières, les attaques contre les étudiants, les achats ruineux et inutiles d'avions de chasse.

Sur ces entrefaites, la droite rompit le pacte gouvernemental et provoqua des élections anticipées. Au cours de la campagne



Le Parlement autrichien, à Vienne.

électorale, les sociaux-démocrates du SPÖ mirent en avant un « pacte contre la vie chère » en cinq points, incluant notamment la division par deux de la TVA sur les produits alimentaires ou la suppression des frais d'inscription à l'université (excepté pour les non-Européens, autre clin d'œil à l'extrême droite). Mais pourquoi le SPÖ a-t-il fait exactement le contraire lors de la législature qui venait de s'achever ? Dans ces conditions, les hésitations des électeurs sociaux-démocrates furent nombreuses, et il n'y a rien d'étonnant à ce

qu'une partie d'entre eux se soient abstenus.

Aujourd'hui, quelle que soit la configuration du prochain gouvernement qui sortira des tractations, il est certain que les travailleurs n'y auront aucun allié. Il est donc à souhaiter que la classe ouvrière autrichienne sache renouer avec ses lointaines traditions de lutte, seule garantie qu'elle puisse avoir contre les mauvais coups qu'immanquablement tous ces politiciens voudront lui faire subir.

Éric TOLIAN

• Tunisie

Le pouvoir élargit la répression

En Tunisie, alors que la criminalisation de la contestation dans le bassin minier de Gafsa s'intensifie, avec son cortège de procès iniques et de condamnations arbitraires, le régime de Ben Ali s'en prend également aux ressortissants tunisiens qui, depuis l'étranger, manifestent leur solidarité avec la population du bassin minier.

Ainsi Mouhieddine Cherbib, président de la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), une association d'immigrés tunisiens en France, vient d'être déclaré « en fuite » et inculpé par le parquet de Gafsa pour « appartenance à une bande, participation à une entente établie dans le but de préparer ou de commettre un attentat contre des personnes ou des biens ». En Tunisie même, cinquante autres personnes, dirigeants du mouvement de lutte, syndicalistes, enseignants ou jeunes chômeurs, sont poursuivies pour les mêmes motifs. Tous risquent de 6 à 12 ans de prison et de fortes amendes.

Depuis le 5 janvier 2008, date des premières révoltes, le bassin minier de Gafsa est le théâtre de manifestations populaires contre le chômage, la flambée des prix, les inégalités et la corruption du pouvoir local. Dès le début du conflit, la

police a multiplié les arrestations et les brutalités contre les manifestants, le pouvoir cherchant à étouffer le mouvement avant qu'il s'étende à d'autres régions. En avril, des dirigeants syndicaux, dont Adnane Hajji, porte-parole des habitants de Redeyef, ville où tout a commencé, étaient passés à tabac et emprisonnés. En juin, le ton montait encore d'un cran avec la mort d'un jeune manifestant tué par balle et de nombreux blessés, dont l'un vient de mourir de ses blessures. L'armée s'est déployée pour couper la région du reste du pays et l'interdire aux journalistes. Parallèlement, tandis que la police arrête et inflige des tortures et des traitements dégradants, les tribunaux aux ordres infligent de lourdes peines aux manifestants à l'issue de simulacres de procès.

Si Ess'ghaier Belkhir, immigré tunisien résidant à Nantes, arrêté et incarcéré cet été dès son arrivée en Tunisie

pour avoir manifesté publiquement son soutien à la population de Gafsa, a finalement été relâché après un mois de détention et de mauvais traitements, Zakia Dhifaoui, une enseignante, militante du Front démocratique des libertés publiques, poursuivie pour avoir participé à une manifestation des femmes de Redeyef pour réclamer la libération de leurs maris ou de leurs enfants emprisonnés, elle, a écopé en appel de quatre mois et demi de prison ferme, peine qui lui vaut en plus d'être radiée de la fonction publique. Quatre syndicalistes ont, en même temps qu'elle, été condamnés à des peines de trois mois ferme.

La répression organisée par le régime Ben Ali ne connaît donc pas de répit ; elle frappe les opposants en Tunisie et hors de Tunisie. Mais force est de constater qu'après des mois de mobilisation, ce n'est pas cela qui arrête la lutte de la population pour le respect de ses droits.

Roger MEYNIER

• Inde

Un barrage cède, faute d'entretien

En Inde, dans l'État de Bihar, frontalier du Népal, une inondation catastrophique a causé la mort de plusieurs centaines de personnes, englouti près de mille villages, jeté sur les routes et dans les camps de réfugiés près de trois millions de paysans pauvres. Dans les camps la nourriture, l'eau, les médicaments et même les bâches n'arrivent pas. Les autorités en sont à craindre que les maladies fassent plus de victimes que l'inondation elle-même.

Cette catastrophe n'a rien de naturel. C'est le barrage Kosi qui a cédé, alors que, même en cette période de mousson, le niveau de la retenue d'eau n'était pas exceptionnel.

Mais, malgré les avertissements des ingénieurs, les travaux d'entretien n'avaient pas été faits et la retenue s'envasait depuis des années. De plus le barrage n'a pas cédé d'un coup et, lorsqu'une première petite brèche est

apparue, le gouvernement n'a pas donné l'ordre d'évacuation dans la région menacée et n'a rien prévu pour planifier le départ et l'accueil des réfugiés. Puis l'eau a tout emporté.

Une enquête a été ouverte par le gouvernement indien et elle n'aura sans doute aucun résultat concret, car il faudrait mettre en cause bien des intérêts, et d'abord les autorités elles-mêmes.

L'Inde est sans doute un pays sous-développé. Mais après tout on a vu des faits du même genre se produire aux États-Unis, à la Nouvelle-Orléans par exemple. Tant il est vrai que l'incurie étatique est de moins en moins réservée aux pays pauvres et est devenue, dans le capitalisme actuel, un trait commun à tous les pays.

Paul GALOIS

• Mexique, 2 octobre 1968

La révolte étudiante écrasée dans le sang

Le 2 octobre 1968, plusieurs milliers d'étudiants mexicains, en lutte depuis 123 jours et réunis en meeting à Mexico sur la place des Trois-Cultures dans le quartier de Tlatelolco, étaient mitraillés par la troupe. Plusieurs centaines de personnes étaient massacrées. Dix jours plus tard, le régime dictatorial du président Diaz Ordaz devait accueillir les Jeux Olympiques, et il entendait d'autant plus porter un coup d'arrêt à la contestation étudiante que celle-ci, dépassant la seule jeunesse scolarisée, s'attirait une sympathie croissante des milieux populaires.

L'autorité du régime contestée

Depuis la révolution mexicaine de 1910-1920, le Mexique avait vécu sous le régime d'un parti unique appuyé sur l'armée et la bureaucratie syndicale. Ce parti, qui avait plusieurs fois changé de nom et avait adopté celui de Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), était le parti de la bourgeoisie mexicaine, dans lequel ses hommes politiques pouvaient faire carrière. La corruption de ses dirigeants, son clientélisme de plus en plus visibles entraînaient un lent discrédit de ce parti qui se présentait comme l'héritier de la révolution.

Des travailleurs combattifs tentaient de se dégager de l'emprise de la bureaucratie syndicale liée au régime. En 1959, les cheminots se lancèrent dans une grève, en rupture avec l'appareil officiel. Dans plusieurs États, il y eut des explosions de colère. Toutes ces luttes furent réprimées et les prisons se remplirent de prisonniers politiques.

À Mexico, la contestation étudiante débuta en 1961. La capitale connut des émeutes étudiantes en 1964. En 1966, les étudiants imposèrent la démission du recteur après que celui-ci eut été séquestré dans son bureau. La contestation toucha aussi la province. Les étudiants de l'université de Sonora dénoncèrent le fait que le gouverneur de cet État ait été nommé par le PRI, et pas par la population. Il y eut trois jours d'émeutes, réprimées par la police. À Michoacan, les étudiants manifestèrent contre la mort de l'un d'entre eux, au cours d'une lutte contre l'augmentation des tarifs des transports, ils réclamaient notamment l'expropriation de la compagnie privée de bus. La troupe stoppa cette contestation en arrêtant six cents étudiants. En 1967, dans l'État du Nuevo León, les étudiants s'allièrent à des conducteurs de bus en grève contre des licenciements

pour imposer la réintégration des licenciés.

mort et des blessés parmi les manifestants. Il y eut un millier d'arrestations et la police occupa quatre grandes écoles. Cela mit le feu aux poudres.

Le 1^{er} août, le recteur de l'UNAM (l'Université autonome de Mexico) prit la tête d'une marche de 50 000 étudiants protestant contre cette violation de l'autonomie de l'université. Le 3 août, sept res-

grève fut mis sur pied. Une partie de ses membres étaient surtout préoccupés de maintenir l'autonomie de l'université, mais d'autres cherchaient à associer le reste de la population à la lutte en cours. Ces derniers créèrent des « brigades politiques », groupes de quatre ou cinq étudiants qui distribuaient des tracts, invitant la population à se joindre à cette lutte et

liers de manifestants (on a parlé d'un demi-million) était le son des pieds frappant le sol. « *Il nous sembla qu'on piétinait les torrents de paroles mensongères des politiciens* », raconta ensuite un manifestant. « *Pour la première fois, le silence nous permit d'entendre les applaudissements de soutien de la population et des milliers de mains se levaient en faisant le signe V pour « nous vaincrons ».* »

C'est devant ce qui semblait annoncer un mouvement général que les gouvernants mexicains prirent la décision de briser la contestation. Le 2 octobre, les étudiants avaient appelé à un meeting dans le quartier de Tlatelolco, place des Trois-Cultures, là même où Cortez avait mis un terme à la résistance aztèque en 1521. Alors que des milliers de participants étaient attendus, la police entoura la place, disposant de 500 tanks. À 19 h, elle chercha à disperser les manifestants, qui lancèrent des pierres. Des tireurs disposés sur les toits commencèrent à tirer sur la foule. Les véhicules blindés et les mitrailleuses entrèrent en action. Les autorités parlèrent alors de 27 morts. Le chiffre retenu aujourd'hui est 275, mais il y en eut peut-être 500. Il y eut aussi un ou peut-être deux milliers de blessés graves et autant d'arrestations.

Le mouvement était brisé, même si beaucoup allaient continuer la lutte dans les années suivantes. Le risque d'une mise en cause du régime était écarté, au prix d'un véritable bain de sang pour la jeunesse étudiante contestataire. L'État mexicain, toujours dirigé par le PRI, allait continuer de réprimer toute contestation, étudiante, ouvrière ou paysanne.

Le massacre de la place des Trois-Cultures souleva peu de réprobation chez les puissants du monde. Le président du CIO annonça que les Jeux Olympiques se tiendraient comme prévu. Et le lendemain même du massacre les ministres européens et les représentants du FMI accordaient un prêt au Mexique, gage de confiance pour ses dirigeants qui avaient restauré l'ordre dans ce qui était réputé le pays le plus stable d'Amérique latine.

Et pendant trente ans encore les gouvernants mexicains successifs allaient nier leurs responsabilités, voire l'existence même de ce massacre.

Jacques FONTENOY



La révolte des étudiants de Mexico

Les étudiants mexicains furent évidemment influencés par l'explosion des luttes étudiantes dans le monde au début de l'année 1968. À l'origine de leur mouvement, il y eut d'abord la brutalité de la police qui, le 25 juillet 1968, intervint violemment dans une bagarre entre étudiants d'universités rivales. Le lendemain, les étudiants descendaient dans la rue. En même temps, le Parti Communiste et des groupes d'étudiants d'extrême gauche manifestaient pour le quinzième anniversaire de la création par Fidel Castro du Mouvement du 26 juillet. Les deux manifestations fusionnèrent. L'intervention de la police déclencha une émeute et des affrontements. Dans la nuit, un dirigeant du PC et des militants étaient arrêtés.

Les 29 et 30 juillet, de nouveaux affrontements firent un

responsables du PCM étaient arrêtés et poursuivis pour sédition. Au nom du PC, le peintre stalinien David Siqueiros (il avait participé, en 1940, à la première tentative, avortée, d'assassinat de Trotsky) dégagea la responsabilité du PC, dénonçant les « méthodes anarchistes » de certains étudiants.

Mais le 8 août les dirigeants étudiants, soutenus par les étudiants de l'UNAM et de l'Institut polytechnique national (IPN), appelaient à la grève et annonçaient des manifestations de masse si le gouvernement ne satisfaisait pas leurs revendications : démission des chefs de la police, dissolution de la police anti-émeutes, restauration de l'autonomie de l'université, libération de tous les prisonniers politiques, dédommagements pour les familles des étudiants tués ou blessés, et abolition d'un article de loi permettant de poursuivre tout Mexicain contestant le régime.

Un Comité national de

demandant des soutiens financiers.

Fin août, le fossé avait grandi entre les étudiants et les autorités gouvernementales. Le 1^{er} septembre, le président Diaz Ordaz, tout en faisant quelques concessions verbales, avertit qu'il utiliserait toute la force nécessaire pour ramener l'ordre.

Le massacre du 2 octobre

Le 13 septembre, en réponse aux autorités qui accusaient les manifestants d'être provocants, les étudiants organisèrent une marche silencieuse. Des centaines de milliers de personnes y participèrent sans chanter ni crier de slogans. Les plus jeunes s'étaient collés des rubans adhésifs sur la bouche pour ne pas rompre le silence. Au fur et à mesure que le cortège avançait, les passants s'ajoutaient aux marcheurs. Le seul bruit produit par ces centaines de mil-

• Amiante

Des patrons condamnés à payer leurs nuisances

La cour d'appel de Paris a condamné l'entreprise ZF Masson, basée dans l'Yonne et spécialisée dans la production de systèmes de freinage ferroviaire et de pièces pour la Marine, à verser à 36 de ses employés un total de 800 000 euros, soit entre 1 600 et 52 000 euros par salarié.

La cour a estimé que les employeurs successifs de ces salariés, dont ZF Masson, avaient « méconnu sciemment » certaines règles de sécurité et que ces salariés avaient perdu « 6 à 7 ans d'espérance de vie et 35 % de leurs revenus » du fait de leur exposition à l'amiante et qu'ils pouvaient, en conséquence, légitimement réclamer des dommages et intérêts à leur employeur.

En effet, depuis 1999, grâce à la ténacité des victimes, de leurs familles et de leurs camarades de travail, les salariés ayant été exposés à l'amiante peuvent bénéficier d'une allocation de cessation anticipée d'activité

mais qui ne les indemnise qu'à hauteur de deux tiers de leur salaire antérieur.

Dans leur arrêt, les magistrats ont considéré que les anciens salariés étaient placés devant le choix de « continuer de travailler jusqu'à l'âge légal de la retraite mais sous la menace statistiquement avérée de développer l'une des maladies consécutives à l'exposition à l'amiante, dont il a été souvent constaté qu'elles apparaissent avec un certain retard », au risque de voir leur retraite écourtée ou de « privilégier le droit de partir en préretraite à 50 ans mais au prix d'une diminution de revenus de 35 % et donc d'un préjudice matériel important ».

L'Association nationale de défense des victimes de l'Amiante (l'ANDEVA) revendique depuis des années qu'aucune allocation versée au titre de l'amiante ne soit inférieure au smic. De nombreux travailleurs, pourtant éligibles au dispositif, renoncent, du

fait de la baisse de leur revenu, à demander cette allocation. Sans compter de nombreux salariés, pourtant exposés, qui ne peuvent toujours pas en bénéficier, essentiellement parce que les critères d'attribution excluent intérimaires et salariés d'entreprises sous-traitantes.

Depuis 1945, on sait que l'exposition aux poussières d'amiante est cancérigène. Alors que 2 500 personnes en meurent chaque année, un tel jugement vient souligner que même si, dans les entreprises, l'interdiction totale d'utiliser des produits pouvant contenir de l'amiante ne date que de 1996, l'indemnisation n'est encore que bien partielle et permet aux patrons de bénéficier, de fait, d'une certaine impunité.

David MARCIL

• Parachutes dorés chez Sanofi-Aventis

Les DG également ne manquent pas d'air !

Le directeur-général du groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis, Gérard Le Fur, vient d'être remercié après seulement un an et demi de présence à ce poste. Mais sa prime de fin de contrat est très au-dessus de celle d'un intérimaire qui n'aurait pas fait l'affaire, comme on pourra en juger.

Ce DG avait droit à une indemnité représentant deux fois son salaire annuel, soit un total de 5,41 millions d'euros. Mais le conseil d'administration et l'intéressé ont convenu qu'en raison du peu de temps passé à ce poste, il toucherait « seulement » la moitié de cette somme, soit 2,7 millions d'euros.

Généreux, le conseil y a cependant ajouté une indemnité supplémentaire afin qu'il n'accepte jusqu'au 31 décembre 2010 « aucune mission concurrentielle », c'est-à-dire aucun poste de même type chez un concurrent. À raison de 100 000 euros par mois, il empochera à ce titre 2,4 millions d'euros.

Enfin, il restera salarié de Sanofi comme conseiller scientifique, soit une rémunération de 50 000 euros par mois, et un total de 1,5 million d'euros.

Ces trois modes d'indemnisation représenteront au final

une somme de 6,6 millions d'euros. À celle-ci devrait s'ajouter une prime sur l'exercice en cours. Enfin, Gérard Le Fur conservera le bénéfice des stock-options qui lui ont été attribuées pendant qu'il était directeur-général.

Les actionnaires de Sanofi-Aventis étant reconnaissants des profits qu'ils tirent de la fabrication des produits pharmaceutiques, ils ont décidé d'accueillir le nouveau DG, Chris Viehbacher, avec des fanfares également sonnantes et trébuchantes. Celui-ci touchera 1,2 million d'euros par mois, accompagnés d'une rémunération variable égale à 150 ou 200 % de ce montant. Lui aussi pourra empocher deux années de salaire s'il est remercié. En attendant, il bénéficiera du système de retraite de l'entreprise. On lui fera même cadeau de dix années d'ancienneté dès qu'il aura commencé. Et pour le convaincre de quitter son employeur actuel, il aura reçu une prime de 2,2 millions d'euros, une attribution de 65 000 actions gratuites de l'entreprise et 200 000 stock-options.

Et dire que certains salariés vont jusqu'à revendiquer des augmentations de salaires de 300 euros, ils veulent faire couler la boîte !

Jacques FONTENOY

• Rhodia - Belle-Étoile – Saint-Fons (Rhône)

Les travailleurs de France et d'Italie solidaires

Mardi 23 septembre, pour la seconde fois à une semaine d'intervalle, les salariés du site Rhodia-Belle-Étoile étaient appelés par la CGT à débrayer deux heures, cette fois avec ceux du Centre de recherche et de Développement de Lyon.

Bien suivis par le personnel en équipe, mais également par celui en journée, ces débrayages étaient une protestation contre un projet de fermeture d'une usine Rhodia en Italie, à Ceriano Laghetto, près de Milan, comptant 228 salariés. Sur le site italien, les salariés ont tous fait huit heures de grève le même jour et des grèves tournantes sont organisées jusqu'à ce que se tienne le Comité d'entreprise européen, le 8 octobre.

Le syndicat CGT de Belle-Étoile, à l'origine des débrayages, a reçu de nombreux mails de remerciement et d'estime

venant des salariés et des syndicats de Ceriano. La mobilisation des uns conforte celle des autres.

Les semaines précédentes, en Italie, le parti xénophobe de la Ligue du Nord n'avait pas manqué de saisir l'occasion pour critiquer, non seulement les patrons français, mais aussi les salariés en France qui, selon elle, se réjouiraient de récupérer du travail au détriment des travailleurs italiens. Les réactions en France, dont un débrayage spontané la semaine précédente contre l'arrivée de travail d'Italie à Saint-Fons, ont prouvé que c'était faux.

Sur le site de Belle-Étoile, toute la semaine, les discussions allaient bon train dans les salles de contrôle, dans les services, autour de certains appareils à café. Discussions sur les difficultés à faire changer la politique du groupe, sur le nationalisme et la Ligue du Nord en



Les grévistes de Rhodia Ceriano défilent.

Italie, mais également sur la situation ici en France, où personne ne peut se réjouir de ne pas être touché, pour l'instant, au détriment d'autres travailleurs. Discussions aussi sur la solidarité entre travailleurs au-delà des frontières. Dans ces discussions, le parallèle est souvent fait avec Renault sur les fermetures d'usines rentables, simplement pour augmenter les

dividendes versés à ces actionnaires qui en veulent toujours plus.

Car le groupe Rhodia se porte plutôt bien, avec une augmentation de ses bénéfices de 35 millions en six mois et 300 millions d'euros disponibles pour effectuer des acquisitions.

Cette nouvelle démonstration de combativité des salariés

de deux sites Rhodia est aussi une mise en garde à la direction générale du groupe qui doit annoncer ses décisions au Comité d'entreprise européen du 8 octobre. Car chacun est conscient qu'après les attaques contre les salariés italiens du groupe, nous pourrions être les suivants.

Correspondant L0

• Automobile

Non aux suppressions d'emplois !

Le 25 septembre, des débrayages et des manifestations ont fait connaître en Normandie l'inquiétude, le mécontentement voire la colère de nombreux salariés des usines Renault et d'entreprises sous-traitantes de l'automobile, devant les annonces de suppressions d'emplois dans le groupe dirigé par Carlos Ghosn.

Après l'annonce fin juillet de 4 000 suppressions d'emplois, dont 1 000 à l'usine de Sandouville en Seine-Maritime, Renault force la dose : le groupe a l'intention de supprimer 2 000 emplois supplémentaires dans ses filiales européennes, dont 900 en France. À travers ce nouveau plan, Renault s'attaquerait, outre ses filiales commerciales et financières, aux usines MCA à Maubeuge, Sovab à Batilly, STA à Ruitz, Française de Mécanique à Douvrin et ACI à Villeurbanne.

Dans le groupe PSA, plus de 1 000 emplois seraient supprimés à Rennes, Mulhouse, Metz, Aulnay-sous-Bois et Asnières tandis que 1 000 travailleurs intérimaires verraient la fin de leur contrat à Rennes et 700 à Poissy.

Récemment, comme la direction de Renault Flins qui a annoncé deux fois deux semaines chômées, celle de Renault Sandouville a également donné le ton en programmant deux semaines de chômage pour les travailleurs des secteurs Laguna et Espace, ainsi peut-être que deux autres semaines en novembre ; elle voudrait en réalité imposer une semaine

chômée sur deux jusqu'à la fin de l'année, avec les pertes sèches de 300 ou 400 euros par mois que cela signifiera sur les salaires. De même, à l'usine Peugeot de Sochaux, 6 000 salariés viennent d'apprendre qu'ils seront mis au chômage technique durant treize jours.

Une réaction est venue des travailleurs de Tôlerie de l'usine Renault de Sandouville, dont la grève après leur coup de colère du 23 septembre s'est propagée à d'autres ateliers, jusqu'au week-end des 27-28 septembre. Les grévistes ont donné le ton, à un millier, à la manifestation du

25 septembre, au Havre, où plusieurs centaines d'autres travailleurs étaient présents, salariés d'entreprises sous-traitantes autres de la région havraise, mais aussi des militants syndicaux venus des usines de Flins, du Mans et de Douai. Notre camarade Arlette Laguiller était présente également, venue soutenir les travailleurs.

Le même jour, toujours en Seine-Maritime, à Elbeuf, des débrayages et un rassemblement ont réuni des travailleurs de la sous-traitance automobile, en particulier d'EMT et Aerazur. Quelques centaines de salariés de l'usine Renault de Cléon ont débrayé, rejoints, dans un rassemblement suivi d'un grand barbecue, par des salariés de la fonderie Renault, et même de Carrefour et de Leroy-Merlin.

Correspondant LO



• Michelin – Clermont-Ferrand

Stop à la flexibilité !

Dès le début de l'été, dans plusieurs usines, sous prétexte de diminuer les stocks, Michelin imposait des congés et renvoyait des intérimaires. En septembre, il a annoncé la poursuite de la baisse d'activité pour la plupart des productions et la fermeture de secteurs certains jours.

L'usine de Tours serait l'une des plus touchées, avec le passage de 3 à 2 équipes à l'atelier Z et des baisses en pneus poids lourds. Mais les usines de La Combaude à Clermont-Ferrand, de la Roche-sur-Yon, de Cholet, de Montceau... et beaucoup d'usines en Europe sont touchées.

Comme beaucoup d'entre nous n'ont plus de congés à programmer, Michelin veut faire comme d'autres patrons avant lui : imposer un « compte temps négatif » ! Les jours qui n'auront pas été faits en fin d'année seront dus pour l'an prochain, ou plus tard, selon

son bon vouloir. Il sera beaucoup plus difficile de refuser les heures supplémentaires ou de refuser de venir travailler les samedis. Pour cela, il veut modifier l'accord RTT. Cette « baisse d'activité » est une occasion pour lui d'aggraver la flexibilité en passant de l'annualisation des horaires... à la flexibilité à durée illimitée.

S'il y a un peu moins de travail, Michelin pourrait baisser un peu les cadences et cesser ses pressions... nous laisser souffler un peu. Il pourrait aussi payer les journées où il va nous imposer de rester chez nous. Mais non, bien sûr, quand tout va

bien ce sont les actionnaires qui en profitent... et quand cela risque d'aller un peu moins bien c'est aux salariés d'en supporter les conséquences.

Au 1^{er} semestre 2008, Michelin a fait un bénéfice de 430 millions. Malgré la hausse du coût des matières premières, ses profits sont quasiment égaux à ceux du 1^{er} semestre 2007. Si ces bénéfices réalisés par notre travail étaient partagés entre l'ensemble des salariés du groupe, cela nous ferait près de 600 euros par mois chacun ! Largement de quoi augmenter nos salaires de 350 euros net par mois comme le revendiquent nos camarades de l'usine de Bourges au cours d'assemblées générales et de débrayages depuis le mois de juin.

Correspondant LO

Face au plan patronal, il faut un plan de riposte des travailleurs

Le plan des patrons de l'automobile est explicite. Ghosn, le PDG de Renault, n'en fait pas mystère, au contraire : les résultats de l'entreprise sont bons, a-t-il annoncé en juillet dernier. Les ventes sont en hausse, le chiffre d'affaires est en hausse, les bénéfices sont en hausse. Mais cela ne suffit pas : il a promis aux financiers et autres investisseurs, gros actionnaires du groupe, une marge opérationnelle de 6 % en 2009.

Or au premier semestre 2008 cette marge représentant les bénéfices, pourtant en augmentation de près de 20 %, n'a été « que » de 4,1 % ! Les actionnaires n'auront touché en 2008 « que » 1 039 millions d'euros de dividendes, deux fois plus qu'en 2005. Mais cela ne leur suffit pas : Ghosn leur a promis 1 300 millions pour 2009.

Vendre plus de voitures ? Peut-être, quoique cela semble déjà compromis, ne serait-ce que par la baisse du pouvoir d'achat de millions de salariés. Après avoir organisé la pression sur les prix de la sous-traitance, et donc sur les conditions de travail et les salaires des travailleurs de ces entreprises, les patrons veulent continuer à augmenter la rentabilité des capitaux investis, en forçant jusqu'à la rupture l'augmentation de la productivité des usines, en supprimant partout des emplois, en surchargeant au maximum les postes des ouvriers et ouvrières en chaîne ou chargés de l'entretien et du dépannage. Tant pis pour les emplois supprimés dans les usines Renault et pour ce que cela entraîne chez les sous-traitants. Tant pis pour les travailleurs intérimaires purement et simplement licenciés à la fin d'un contrat, et qui ne retrouveront pas facilement un emploi dans des régions où l'automobile domine. Tant pis pour les grosses pertes de salaire entraînées par les périodes de chômage ou le passage d'équipe de nuit en équipe de jour, comme l'organise la direction de l'atelier des Presses à Flins actuellement. Tant pis pour les villes qui dépérissent à cause du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat des familles populaires.

Mais, face à ce plan des patrons de l'automobile, les dizaines de milliers de salariés de Renault, de PSA, doivent opposer un plan pour les travailleurs. Il est illusoire, et

même faux, de chercher à suggérer à Ghosn, à Streiff et à leurs semblables des stratégies alternatives, comme de « désengager » les usines Renault de Slovénie, de Turquie ou de Corée en s'attaquant de fait aux travailleurs de ces usines, ce qui n'empêcherait nullement les patrons de continuer à supprimer des emplois en Europe de l'Ouest – Renault a d'ailleurs annoncé des suppressions d'emplois au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et peut-être en Espagne. De même, il est dérisoire de leur proposer d'autres politiques commerciales ou d'autres produits... dans ce domaine, ils ont les instruments de mesure et les hommes qu'il faut pour défendre leurs intérêts. Et leurs intérêts sont d'ailleurs bien défendus : près de 15 milliards d'euros de profits ont été dégagés chez Renault au cours des cinq dernières années !

Face à l'offensive des patrons, qui n'ont pour but que de dégager de plus en plus de profits aux dépens de l'ensemble des travailleurs, y compris en supprimant l'emploi de certains, ceux-ci peuvent et doivent parvenir à imposer la prise en compte de leurs intérêts. Après des décennies de chaîne, les ouvriers les plus anciens doivent pouvoir partir en retraite le plus tôt possible, avec tous leurs droits. Mais aussi, tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux, les travailleurs de l'automobile, des sous-traitants, les intérimaires, et en fait toute la population ouvrière, peuvent et doivent imposer l'interdiction de ces licenciements « de confort » pour le patronat, alors que les profits sont florissants depuis des années. Ils ont le nombre, les moyens et surtout la nécessité d'obliger le patronat à en rabattre.

Alors, l'inquiétude changera de camp.

Viviane LAFONT

• Chèques postaux – Orléans-La Source

Un ras-le-bol des pressions et du flicage !

La journée de grève du 23 septembre a été ressentie au Centre des Chèques Postaux d'Orléans-La Source comme un succès avec 735 grévistes soit 60 %. Depuis, notamment au 6e étage, nous continuons à travailler dans la joie et la bonne humeur.

Dans ce secteur, composé de six modules comprenant 50 à 60 employés chacun, nous avons décidé de boycotter un outil informatique appelé GITE qui permet à chaque chef d'équipe, dont c'est le seul rôle maintenant, de contrôler si nous avons bien fourni 420 minutes de travail effectives tous les jours.

Chaque mois ce même chef d'équipe nous fait signer une fiche dite de productivité. Ce système est en place depuis plus de deux ans. Mais les emplois dans ce secteur diminuant d'année en année, on nous met de plus en plus la pression pour écouler le trafic. Au retour des vacances, ça a donc explosé.

Avant les vacances nous avons accumulé 66 000 courriers de retard. Au mois d'août, la direction déclarait une « période de crise » et nous demandait d'alléger une partie du travail. Par exemple, il s'agissait de traiter la demande du client en informatique, mais de ne pas perdre de temps à lui envoyer un courrier de confirmation de sa demande. Avec cette méthode, fin août, les restes de courrier tombaient à 22 000 et la direction nous adressait ses félicitations.

Mais quelques jours après, nous apprenions par les chefs d'équipe que la direction avait divisé par deux, voire trois, le

temps imparti pour traiter chaque opération. C'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le personnel se réunit à l'appel de tous les syndicats, et le 11 septembre nous nous rassemblions dans nos différents modules, demandant à la direction de monter ; ce qu'elle refusa de faire. Puisqu'elle nous boycottait, nous avons donc décidé de boycotter le fameux GITE.

Jusqu'à la grève du 23 septembre, ça a été « silence radio » de la part des chefs, qui n'osaient pas intervenir quand nous nous regroupions. Certains ont essayé de revenir à la charge le vendredi 26 septembre, en convoquant individuellement quelques camarades. Mal leur en a pris. Nous nous sommes tous regroupés pour nous y opposer. Lundi 29,

d'autres ont essayé de faire du chantage : « Tu n'auras pas ta promotion ». Dans un autre module, le discours de la chef a vraiment déclenché la colère : « Les syndicats vous bourrent le mou », déclarait-elle affichant ainsi en fait son mépris du personnel.

Tout le monde est conscient qu'il faudra une suite au 23 septembre si nous voulons obtenir des emplois et de meilleures conditions de travail. Mais en attendant, nous disons tous ensemble à la direction : « Nous refusons de travailler plus et mal, et nous n'acceptons plus qu'on nous flique et nous rabaisse tous les jours ».

Une nouvelle assemblée générale est prévue dans le secteur pour le jeudi 2 octobre.

Correspondant LO

• La poste Colbert – Marseille

Lourde sanction, mais La Poste recule sur la révocation d'un facteur !

Serge Reynaud, facteur de la poste Colbert de Marseille, était convoqué vendredi 26 septembre devant le Conseil central de discipline de La Poste à Paris en vue de sa révocation, c'est-à-dire pour être jeté à la rue purement et simplement.

Les seules « fautes » de ce facteur se résument à sa participation aux grèves avec la plupart de ses camarades de son bureau de poste ! Et c'est cela que la direction voulait sanctionner le plus lourdement possible.

Un rassemblement se tenait à la fois devant le « tribunal » de Paris et devant la direction de La Poste à Marseille.

Lors des prises de parole à Paris, les militants syndicaux soulignaient qu'à travers Serge

Reynaud c'était tous les postiers que la direction cherchait à intimider, et qu'il était important d'être solidaires et de continuer à lutter. Ils dénonçaient le fait que la direction ait pris Serge Reynaud comme bouc émissaire, parce que c'est un militant combatif adhérent de la CNT, qui a été de toutes les grèves et luttes.

Notre camarade Arlette Laguiller était présente à ce rassemblement pour affirmer son soutien à ce facteur. Soutenant

Serge Reynaud par sa présence, elle a dit sa solidarité avec tous les postiers qui se battent et qui luttent, dénoncé la privatisation de La Poste, les milliers de suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail qui en résulte.

Jusqu'à très tard dans la soirée, militants, sympathisants se relayaient devant ce tribunal de la direction de La Poste avec slogans et musique, pour montrer que Serge Reynaud n'était pas isolé. Et ce ne fut qu'à 22 h 30, alors que le « procès » avait commencé à 14 heures, que la direction de La Poste annonça son verdict.

La Poste n'a pas été jusqu'à

la révocation, mais elle a demandé une mise à pied d'une durée pouvant aller jusqu'à deux ans. C'est donc une décision très lourde. L'avocat de Serge Reynaud a immédiatement porté plainte pour faux témoignage contre deux cadres, les principaux accusateurs. En effet leurs accusations sont en totale contradiction avec le constat de l'huissier mandaté par la direction de La Poste elle-même lors des grèves.

Par ce verdict, la direction de La Poste a essayé d'imposer la résignation aux postiers. Mais l'iniquité de ce procès aura peut-être le résultat inverse.

Correspondant LO

• La Poste – Paris 20^e

La direction a du mal à défendre la privatisation

À la distribution du courrier du 20^e arrondissement de Paris, lors de la journée du 23 septembre contre la privatisation de La Poste, nous étions 62 grévistes, sur 158 collègues – soit 39 % – normalement présents le mardi.

Les jours suivants, plusieurs collègues ont eu l'occasion de dire tout le mal qu'ils pensent de la privatisation lors des « espaces temps communication », qui sont en fait des réunions de propagande organisées par le directeur. Celui-ci est resté très évasif quand il a été interpellé sur le précédent de la privatisation de France Télécom, sur l'augmentation de la rémunération des dirigeants de La Poste et sur la dégradation à venir de nos conditions de travail.

Déjà, il n'y a pas suffisamment de remplaçants et quand l'un d'entre nous tombe malade, c'est souvent aux trois autres collègues de son quartier de faire la distribution à sa place. Pire, depuis la « réorganisation » de mars dernier, nous sommes régulièrement trois au lieu de quatre par quartier trois jours par semaine, et il est même arrivé que nous nous retrouvions à deux. Autant dire que dans ces conditions il n'est pas possible de distribuer tout le courrier dans le temps imparti.

Pour la direction, cette situation est « normale ». Voilà ce qui se cache derrière la perspective de la privatisation qu'elle vante tant.

Correspondant LO

• Sofamo-Biotherm – Monaco

L'Oréal veut fermer sa filiale Économies aux dépens des salariés

L'Oréal a annoncé le 17 septembre la fermeture, d'ici à 2011, de sa filiale Sofamo-Biotherm située à Monaco, où travaillent 200 salariés. Le choc a été dur pour eux, car la direction avait dit quelques mois plus tôt que le site serait maintenu tel quel au moins jusqu'à cette année-là. Les travailleurs ont cessé le travail immédiatement après la réunion d'information.

Pour justifier cette ferme-

ture, la direction dit que maintenir une usine en ville est trop dangereux pour la population... Or l'usine de Monaco fonctionne depuis 1952 et a été rachetée par L'Oréal en 1970. En fait, elle ferme pour des raisons d'économies.

Avant même que les délégués du personnel de l'usine aient pu discuter des propositions de la direction et exprimer ce que les salariés

veulent, la direction avait mis en place une cellule de reclassement et d'accompagnement « psychologique ». Elle veut aller vite et ne pas laisser le temps aux travailleurs de réfléchir à une autre solution de reclassement que les deux sites annoncés, l'usine Sicos située à Caudry, dans le nord de la France, et le Centre de recherche et développement de Chevilly-Larue en région parisienne.

La moyenne d'âge dans l'entreprise est de 40 ans et, comme dans beaucoup d'entreprises de Monaco, une grande partie des travailleurs habitent en Italie, d'où ils viennent chaque jour. Quant aux salariés qui habitent en France, la plupart ne veulent pas suivre, pour des raisons familiales. Tous s'interrogent sur leur avenir, car refuser ces mutations pourrait les conduire au chômage, dans

une région déjà durement touchée. Alors, même si une partie des salariés ne voient pas comment s'opposer à la fermeture de l'usine, ils veulent garder un emploi dans la région, avec un salaire au moins égal à celui qu'ils ont actuellement. L'Oréal, avec les 2,8 milliards de profits réalisés fin 2007, a les moyens de le garantir.

Correspondant LO

• CHU Toulouse

Non aux horaires imposés !

Depuis cet été, il règne une certaine effervescence dans les différents secteurs du Centre hospitalier universitaire de Toulouse. Les syndicats CGT, Sud, FO et CFTD ont organisé plusieurs assemblées générales rassemblant à chaque fois, même en juillet-août, 100 à 150 personnes sur chacun des trois sites du CHU (Purpan, Ranguel et Larrey). Le mécontentement concerne les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

Dernier exemple en date : fin juillet, la direction a imposé des journées de douze heures dans deux services de soins de l'hôpital des enfants, en Réanimation et aux Urgences pédiatriques.

Comme les horaires sont largement au-dessus des horaires prévus par la charte locale du travail, conclue avec les syndicats, la direction a essayé d'obtenir l'accord de la majorité du personnel concerné. Non sans mal d'ailleurs puisqu'aux Urgences, elle a dû procéder à pas moins de trois « référendums ». L'encadrement a fait miroiter un moins grand nombre de journées et moins de week-ends travaillés. Mais la pénurie de personnel est telle qu'au moindre accroc, comme un simple arrêt maladie, les

roulements promis ne sont pas tenus. La majorité du personnel, qui n'a plus tout à fait ses 20 ans, ne se sent pas, à juste titre, de subir le stress du travail pendant douze heures d'affilée.

Dans certains services, il serait question de réduire l'horaire actuel – majoritairement 7 h 42 par jour – mais ailleurs on passerait à des journées de neuf heures. Et le tout s'accompagnerait de la suppression de plusieurs jours de RTT, ce qui inquiète particulièrement la majorité du personnel, toutes catégories et services confondus. Tout cela évidemment pour économiser des postes, alors que l'activité ne cesse d'augmenter.

Le CHU de Toulouse a été l'hôpital pilote pour la mise en place de la T2A (tarification à

l'activité), nouveau système de financement destiné à serrer les cordons de la bourse aux hôpitaux, et dont on voit aujourd'hui les conséquences : budgets en régression, postes gelés ou supprimés alors que l'activité augmente. Aussi, le jeudi 25 septembre, la journée de grève organisée par l'inter-syndicale a été bien suivie. Plus de 300 personnes se sont retrouvées devant les locaux de la direction à l'Hôtel-Dieu, avant de partir manifester dans les rues du centre-ville pour sensibiliser les usagers. Les selfs de La Grave et de Ranguel étaient fermés, ce qui ne s'était pas vu depuis quinze ans.

Pour l'instant, la direction persiste dans sa volonté de faire appliquer les douze heures « en douceur ». Mais de nouvelles actions et assemblées générales sont prévues dans les jours qui viennent, afin de faire échec à l'émiettement des horaires et des conditions de travail, sur fond de dégradation générale.

Correspondant LO

• Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP)

Réorganisation ou attaque contre le service public ?



Manifestation en 2005.

Judi 2 octobre, le personnel des hôpitaux de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) est appelé à manifester contre le plan de restructuration voulu par le gouvernement.

Après avoir regroupé des services de plusieurs hôpitaux sur un seul en créant des pôles (l'Hématologie de l'Hôtel-Dieu, par exemple, étant regroupée avec l'Hématologie de Saint-Antoine), le plan veut réunir plusieurs hôpitaux pour créer treize « Territoires de santé », à la place des 38 hôpitaux actuels de l'AP-HP. Le but est évidemment de supprimer du personnel.

Ainsi les groupes hospita-

liers de l'est de Paris (Tenon, Saint-Antoine et Rothschild) ne feront plus qu'un, avec une direction à Tenon. Pour le personnel, tant médical que paramédical, technique ou administratif, il faudra travailler sur les trois « hôpitaux » ; et tant pis si les conditions de travail se dégradent encore un peu plus, tant pis si les usagers paient cette politique par de plus grandes difficultés dans l'accès aux soins : dans quel lieu devront-ils aller pour se faire soigner ?

Cette attaque contre l'hôpital public n'est qu'une partie de la remise en cause des services publics en général (La Poste, EDF, etc.). Et gageons qu'après avoir prétexté le trou de la Sécu, et le déficit du secteur santé, on

va mettre en cause... la crise !

Le personnel, inquiet de cette situation, s'est réuni le 16 septembre à la Bourse du travail à Paris. 400 personnes se sont retrouvées et ont proposé un appel à la grève pour le 2 octobre. L'ensemble des organisations syndicales s'y sont ralliées. Depuis, des assemblées générales ont lieu dans les différents hôpitaux, avec une participation variable selon les établissements. Des salariés hospitaliers, syndiqués ou pas, y ont exprimé un certain ras-le-bol de la situation et la nécessité de réagir. La journée du 2 octobre est donc la bienvenue.

Correspondant LO

• SNCF – Rennes

Restructuration sur le dos des cheminots

La SNCF n'a de cesse de cloisonner les cheminots par activité. Aux ateliers du dépôt de Rennes, les bâtiments où l'on répare le matériel roulant sont désormais spécialisés par type de matériel. Cette réorganisation nous complique la vie en allongeant les temps de déplacement et aboutit à ce qu'une partie des cheminots renoncent à prendre une vraie pause repas le midi. Autre aberration, les vestiaires et les lieux de pointage ont été séparés, ce qui a pour effet de rallonger le temps passé au travail. Les cheminots ont le sentiment de ne plus pouvoir se rencontrer facilement et, si la direction voulait nous faire croire que nous travaillons dans des entreprises différentes, elle ne s'y prendrait pas autrement.

Les contrôleurs ont appris que certains ne travailleraient désormais que sur les TER, ce qui amputera leur salaire des primes qu'ils touchaient lorsqu'ils faisaient les trains grande ligne. Des guichets deviennent aussi TER, notamment ceux des petites

stations. Dans ces gares, on ne pourra plus acheter un billet pour un voyage empruntant une grande ligne ou le TGV, on n'y vendra que du TER... si tant est qu'il y ait encore un guichet ! Quant aux conducteurs, une partie d'entre eux font déjà l'expérience de la séparation au sein d'une entité dite « Fret » spécialisée dans le transport de marchandises.

La SNCF, à travers cette restructuration, entend remettre en cause la réglementation sur les conditions de rémunération et de temps de travail. Une partie des conducteurs ont déjà vu leur temps de travail en nette augmentation, organisé au jour le jour en fonction de la « production », tandis que leur paie, elle, ne décolle pas.

La direction pense s'y entendre en division. Mais gare à la multiplication des mécontents !

Correspondant LO

• Côtes-d'Armor

Comment la SNCF abandonne les petites lignes

La SNCF semble se fier au bon état de son matériel. C'est tous les jours que les cheminots vivent le manque d'entretien des voies et du matériel, avec tout ce que cela implique de dégradation de la sécurité comme des conditions de travail. À cet égard, l'exemple d'un tronçon de ligne à voie unique entre Lamballe et Dinan, aux environs de Plancoët, est significatif.

Faute de volonté des pouvoirs publics, de RFF et de la SNCF d'investir sur une telle voie, il s'y trouve encore un passage à niveau sans barrière, signalé seulement par un stop. Le 26 septembre, un train de voyageurs y a percuté un tracteur, heureusement sans qu'il y ait de victime. Le conducteur du tracteur avait bien respecté le stop mais, parce que les travaux de défrichage aux abords de la voie ne sont pas faits, la végétation ne lui a pas

permis de voir le train arriver avant de s'engager.

Cette même absence de débroussaillage engendre, dans les périodes estivales sèches, des incendies de talus, et donc perturbe le trafic. Avec l'automne, dans ce secteur plutôt boisé, c'est un dépôt abondant de feuilles mortes sur la voie qui pose des problèmes d'adhérence. L'entretien des abords, et le passage d'un premier train pour sabler les rails, permettait jadis d'y remédier. Mais maintenant que ces travaux font défaut, la ligne devient parfois une vraie patinoire : un conducteur d'un train de voyageurs sur ce tronçon en légère montée s'est déjà vu mettre deux heures pour faire huit kilomètres.

De quoi décourager les usagers d'utiliser un tel transport !

Correspondant LO

• Énième plan de financement de la Sécurité sociale

Les malades paieront, ou bien se soigneront moins

« *Aucun effort n'est demandé au patient, et c'est normal dans le contexte que nous connaissons, qui est difficile* », a affirmé Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, en présentant mardi 30 septembre le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale pour l'année 2009. Mais c'est un mensonge !

D'abord parce que les mesures les plus pénalisantes pour les assurés sociaux ont déjà été prises et mises en œuvre en cours d'année, avec en particulier l'instauration des franchises médicales.

Ensuite, les mesures qui viennent d'être confirmées ou annoncées toucheront aussi plus ou moins directement les assurés, les salariés et les retraités, et se traduiront pour eux sur le plan financier.

Comme toujours, au nom de la réduction du déficit de la

Sécurité sociale, le gouvernement entend réaliser des économies supplémentaires sur l'assurance-maladie, 2,2 milliards d'euros pour 2009. Les transports sanitaires seront moins ou plus du tout remboursés, les prescriptions des médecins de ville seront encore plus encadrées, la prescription des médicaments onéreux dans les hôpitaux sera limitée, les consultations hors du parcours de soins seront moins remboursées, une nouvelle série de médicaments seront

moins ou plus du tout remboursés, etc.

D'autres mesures concernant de nouvelles « recettes » toucheront, elles aussi, au portefeuille des salariés. Ainsi, le gouvernement instaure une taxe de 2 % sur les sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation, ponction qui rapportera 400 millions d'euros.

À cela s'ajoute une série de combines financières : la dette de la Sécurité sociale sera transférée sur la caisse du CRDS (remboursement de la dette sociale), 300 millions seront prélevés sur la branche accidents du travail.

Le nombre de malades qui reculent leur visite chez le médecin à cause de la cherté

des soins ne cesse d'augmenter. Ce énième plan gouvernemental contribuera à amplifier

encore cette dégringolade sociale.

Bertrand GORDES



Les ambulances, entre autres, seront moins bien remboursées.

• Rachat de British Energy

EDF spéculateur

Après des semaines de tractations et une première tentative sans succès, EDF a finalement pu racheter la société British Energy. Celle-ci est la plus importante productrice d'électricité en Grande-Bretagne, et surtout la propriétaire des centrales nucléaires de ce pays.

C'est pour cette raison que le gouvernement britannique a appuyé la proposition d'EDF. En effet, durant quelques dizaines d'années, les autorités avaient délaissé le secteur nucléaire, dans la mesure où l'on avait découvert les gisements pétroliers et gaziers de la mer du Nord qui ont permis de fournir de l'électricité à bas prix (mais pas vraiment pour les consommateurs !). Maintenant ces gisements commencent à s'épuiser et la Grande-Bretagne est même devenue importatrice de gaz. Il va donc falloir songer à une énergie de remplacement, et le gouvernement s'oriente vers une réactivation et une modernisation du secteur nucléaire, dont EDF est reconnu comme un spécialiste.

Ce spécialiste n'est d'ailleurs que relatif, car le nouveau modèle de centrale nucléaire, l'EPR, dont le premier exemplaire est en construction en Finlande, a déjà pris deux ans de retard, avec une explosion de la dépense prévue !

Mais pour EDF et les entreprises associées, comme Areva, il ne s'agit pas seulement de vendre des centrales, comme il est question de le faire en Afrique du Sud, en Chine, etc., c'est en même temps d'une affaire spéculative qu'il s'agit.

EDF a déjà une assez longue

tradition d'achats de sociétés électriques un peu partout dans le monde : en Grande-Bretagne déjà avec EDF Energy, en Amérique latine, où elle a connu de cuisants déboires financiers, etc. EDF pratique d'ailleurs des prix élevés, en Grande-Bretagne en particulier, où les prix ont terriblement augmenté depuis la déréglementation dans l'électricité.

EDF a acquis British Energy pour 15,6 milliards d'euros. Or EDF est elle-même déjà endettée à hauteur de 18 milliards d'euros, et ne peut donc pas fournir beaucoup de capitaux. Ce sera donc une réunion de sept banques (BNP, Société Générale, Calyon, HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays et Mitsubishi) qui vont fournir 13,9 milliards d'euros. Ces banques, qui ont du mal à prêter de l'argent en ces temps de crise, n'ont pas fait de difficultés dans cette opération. Il est vrai qu'elles se serviront abondamment grâce à un intérêt qui serait de 7 %, considérable donc.

EDF est censé moderniser les centrales nucléaires vieillissantes britanniques, construire quatre EPR, et surtout, implanté plus que jamais sur ce marché, pourra pratiquer une politique de tarifs élevés au détriment des consommateurs du Royaume-Uni.

Et pendant ce temps, en France même, les centrales nucléaires connaissent de plus en plus d'incidents, heureusement encore relativement mineurs pour le moment. Les



infrastructures sont à revoir, mais cela ne rapporte guère. Alors EDF fait traîner et se porte sur l'international, car cela devrait lui rapporter plus.

Pour ceux qui l'auraient oublié, EDF est censé être un

service public, une entreprise nationalisée (encore propriété de l'État à environ 85 %) ayant vocation à faire de l'électricité, pas seulement des placements et du profit.

André VICTOR

• Augmentation des tarifs

Quand ce n'est pas le gaz, c'est les tuyaux !

Le 1^{er} janvier prochain, les tarifs du gaz naturel devraient augmenter d'un peu moins de 1 %. Cette fois, ce n'est pas le gaz lui-même qui augmente : ce sont les sociétés exploitant les gazoducs qui viennent d'obtenir l'autorisation d'effectuer des hausses. Celles-ci sont de 6 % pour le réseau principal dépendant de GRT gaz (filiale de Gaz de France - aujourd'hui GDF-Suez) et de 10 % pour un réseau plus petit dépendant de Total.

GDF-Suez va donc devoir dépenser davantage pour le transport et, bien sûr, va répercuter cette hausse sur les factures que paieront les usagers.

La dérégulation du marché du gaz a abouti, entre autres, à séparer la production de gaz et son transport ainsi que sa distribution. Il en est de même pour l'électricité, où il est fortement question d'une hausse des tarifs du RTE (Réseau transport électricité) qui pourrait se répercuter également sur les factures des clients.

Ainsi, quand ce ne sont pas les uns qui augmentent les tarifs, ce sont les autres. Pour tout ce petit monde, il est normal et naturel d'assurer, d'abord, ses profits !

A. V.

Avertissement

Depuis peu, une revue, des tracts, des publications diverses, voire des courriers, sont signés « *la fraction l'Étincelle de Lutte Ouvrière* » mais il s'agit d'un abus de confiance, voire d'une escroquerie envers leurs lecteurs ou leurs correspondants.

Ceux qui éditent ces diverses publications ont été exclus de Lutte Ouvrière et cela n'en fait pas une fraction indépendante de LO ni même un groupe politique défini.

Il existait bien une fraction au sein de Lutte Ouvrière, mais cette fraction a été dissoute et Lutte Ouvrière n'a plus aucun lien ni politique ni matériel ni organisationnel avec ceux qui la composaient.

Nous ne pouvons pas les empêcher de signer comme ils le font et nous ne les traînerons pas en justice car cela ne nous gêne absolument pas, mais nous tenons à préciser que c'est un mensonge envers leurs lecteurs.

Le fait qu'ils se cachent derrière notre étiquette montre surtout qu'ils ne se sentent même pas d'avoir une identité politique propre et qu'ils ont besoin de se couvrir de la nôtre. En fait cela pourrait nous flatter vu tout le mal qu'ils disent de nous.

En tout cas, avoir besoin de mettre un masque est un mauvais début dans la vie politique.